Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 311 del 12 novembre 1984

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Lunedì, 12 novembre 1984 SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

LEGGE 18 ottobre 1984, n. **755.**

Ratifica ed esecuzione del secondo protocollo aggiuntivo alla convenzione europea di estradizione, adottato a Strasburgo il 17 marzo 1978.

LEGGE 18 ottobre 1984, n. **756.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa all'adesione della Repubblica ellenica alla convenzione concernente la competenza giurisdizionale e l'esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale, nonché al protocollo relativo alla sua interpretazione da parte della Corte di giustizia, con gli adattamenti apportativi dalla convenzione relativa all'adesione di Danimarca, Irlanda, Gran Bretagna, firmata a Lussemburgo il 25 ottobre 1982.

LEGGE 18 ottobre 1984, n. **757.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra l'Italia e la Svizzera per la rettifica della frontiera italo-svizzera al valico dei Mulini e Pedrinate, firmata a Berna il 12 giugno 1981.

LEGGE 18 ottobre 1984, n. **758.**

Ratifica ed esecuzione dello scambio di note tra l'Italia e San Marino per l'introduzione della franchigia diplomatica, firmate a San Marino il 7 dicembre 1981.

LEGGE 18 ottobre 1984, n. **759.**

Ratifica ed esecuzione dello scambio di lettere tra Italia e San Marino concernente l'aumento di contingente annuo di tabacchi lavorati, firmate a San Marino il 23 luglio 1982.

LEGGE 18 ottobre 1984, n. **760.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica di San Marino sul riconoscimento reciproco dei titoli di studio, firmato a San Marino il 28 aprile 1983.

LEGGE 18 ottobre 1984, n. **761.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo-quadro di cooperazione universitaria tra l'Italia e la Francia, firmato a Parigi il 5 luglio 1982.

LEGGE 18 ottobre 1984, n. **762.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra Italia ed Austria per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio, con protocollo aggiuntivo, firmati a Vienna il 29 giugno 1981.

LEGGE 24 ottobre 1984, n. **763.**

Ratifica ed esecuzione dei protocolli del 1983 relativi ad una ulteriore proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 e della convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, aperti alla firma a Washington dal 4 aprile al 10 maggio 1983.

SOMMARIO

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

LEGGI E DECRETI

LEGGE 18 ottobre 1984, n. **755.**

Ratifica ed esecuzione del secondo protocollo aggiuntivo alla convenzione europea di estradizione, adottato a Strasburgo il 17 marzo 1978.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il secondo protocollo aggiuntivo alla convenzione europea di estradizione, adottato a Strasburgo il 17 marzo 1978.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 6 del protocollo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 13 ottobre 1984

PERTINI

CRAXI — ANDREOTTI — VISENTINI
— MARTINAZZOLI

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

DEUXIÈME PROTOCOLE ADDITIONNEL À LA CONVENTION EUROPÉENNE D'EXTRADITION

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole,

Désireux de faciliter l'application en matière d'infractions fiscales de la Convention européenne d'extradition ouverte à la signature à Paris le 13 décembre 1957 (ci-après dénommée « la Convention »);

Considérant également qu'il est opportun de compléter la Convention à certains autres égards,

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I

ARTICLE 1er.

Le paragraphe 2 de l'article 2 de la Convention est complété par la disposition suivante:

« Cette faculté sera également applicable à des faits qui ne sont passibles que d'une sanction de nature pécuniaire ».

TITRE II

ARTICLE 2.

L'article 5 de la Convention est remplacé par les dispositions suivantes:

" (*Infractions fiscales*).

1. En matière de taxes et impôts, de douane et de change, l'extradition sera accordée entre les Parties Contractantes, conformément aux dispositions de la Convention, pour les faits qui correspondent, selon la loi de la Partie requise, à une infraction de même nature.

2. L'extradition ne pourra être refusée pour le motif que la législation de la Partie requise n'impose pas le même type de taxes ou d'impôts, ou ne contient pas le même type de réglementation en matière de taxes et impôts, de douane et de change que la législation de la Partie requérante ".

TITRE III

ARTICLE 3.

La Convention est complétée par les dispositions suivantes:

" (*Jugements par défaut*).

1. Lorsqu'une Partie Contractante demande à une autre Partie Contractante l'extradition d'une personne aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté prononcée par une décision rendue par défaut à son encontre, le Partie requise peut refuser d'extrader à cette fin si, à son avis, la procédure de jugement n'a pas satisfait aux droits minimums de la défense reconnus à toute personne accusée d'une infraction. Toutefois, l'extradition sera accordée si la Partie requérante donne des assurances jugées suffisantes pour garantir à la personne dont l'extradition est demandée le droit à une nouvelle procédure de jugement qui sauvegarde les droits de la défense. Cette décision autorise la Partie requérante soit à exécuter le jugement en question si le condamné ne fait pas opposition, soit à poursuivre l'extradé dans le cas contraire.

2. Lorsque la Partie requise communique à la personne dont l'extradition est demandée la décision rendue par défaut à son encontre, la Partie requérante ne considérera pas cette communication comme une notification entraînant des effets à l'égard de la procédure pénale dans cet Etat ".

TITRE IV

ARTICLE 4.

La Convention est complétée par les dispositions suivantes:

" (*Amnistie*).

L'extradition ne sera pas accordée pour une infraction couverte par l'amnistie dans l'Etat requis si celui-ci avait compétence pour poursuivre cette infraction selon sa propre loi pénale ".

TITRE V

ARTICLE 5.

Le paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention est remplacé par les dispositions suivantes:

« La requête sera formulée par écrit et adressée par le Ministère de la Justice de la Partie requérante au Ministère de la Justice de la Partie requise; toutefois, la voie diplomatique n'est pas exclue. Une autre voie pourra être convenue par arrangement direct entre deux ou plusieurs Parties ».

TITRE VI

ARTICLE 6.

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui ont signé la Convention. Il sera soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. Le Protocole entrera en vigueur 90 jours après la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3. Il entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui le ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera ultérieurement, 90 jours après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

4. Un Etat membre du Conseil de l'Europe ne peut ratifier, accepter ou approuver le présent Protocole sans avoir simultanément ou antérieurement ratifié la Convention.

ARTICLE 7.

1. Tout Etat qui a adhéré à la Convention peut adhérer au présent Protocole après l'entrée en vigueur de celui-ci.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet 90 jours après la date de son dépôt.

ARTICLE 8.

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent Protocole.

2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application du présent Protocole, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

ARTICLE 9.

1. Les réserves formulées par un Etat concernant une disposition de la Convention s'appliqueront également au présent Protocole, à moins que cet Etat n'exprime l'intention contraire au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer qu'il se réserve le droit:

a) de ne pas accepter le Titre I;

b) de ne pas accepter le Titre II, ou de l'accepter seulement en ce qui concerne certaines infractions ou catégories d'infractions visées par l'article 2;

c) de ne pas accepter le Titre III, ou de n'accepter que le paragraphe 1 de l'article 3;

d) de ne pas accepter le Titre IV;

e) de ne pas accepter le Titre V.

3. Toute Partie Contractante qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

4. Une Partie Contractante qui a appliqué au présent Protocole une réserve formulée au sujet d'une disposition de la Convention ou qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition du présent

Protocole ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie Contractante; toutefois, elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a acceptée.

5. Aucune autre réserve n'est admise aux dispositions du présent Protocole.

ARTICLE 10.

Le Comité Européen pour les Problèmes Criminels du Conseil de l'Europe suivra l'exécution du présent Protocole et facilitera autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté à laquelle l'exécution du Protocole donnerait lieu.

ARTICLE 11.

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Protocole en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de reception de la notification par le Secrétaire Général.

3. La dénonciation de la Convention entraîne automatiquement la dénonciation du présent Protocole.

ARTICLE 12.

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la Convention:

a) toute signature du présent Protocole;

b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

c) toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément à ses articles 6 et 7;

d) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 8;

e) toute declaration reçue en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 9;

f) toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 9;

g) le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 9;

h) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 11 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dument autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Strasbourg, le 17 mars 1978, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

(Seguono le firme)

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel protocollo.*

SECONDO PROTOCOLLO ADDIZIONALE ALLA CONVENZIONE EUROPEA DI ESTRADIZIONE

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente Protocollo,

Desiderosi di facilitare l'applicazione in materia di reati fiscali della Convenzione europea di estradizione aperta alla firma a Parigi in data 13 dicembre 1957 (in appresso chiamata « la Convenzione »);

Considerando altresì che è opportuno completare la Convenzione sotto taluni altri aspetti,

Hanno convenuto quanto segue:

TITOLO I

ARTICOLO 1.

Il paragrafo 2 dell'articolo 2 della Convenzione è completato dalla disposizione seguente:

« Questa facoltà sarà applicabile anche a fatti che sono passibili solo di sanzione di natura pecuniaria ».

TITOLO II

ARTICOLO 2.

L'articolo 5 della Convenzione è sostituito dalle disposizioni seguenti:

" (*Reati fiscali*).

1. In materia di tasse e imposte, di dogana e di cambio, l'estradizione sarà concessa tra le Parti Contraenti, in conformità alle disposizioni della Convenzione per i fatti che corrispondono, secondo la legge della Parte richiesta, ad un reato della stessa natura.

2. L'estradizione non potrà essere rifiutata a motivo che la legislazione della Parte richiesta non impone lo stesso tipo di tasse o di imposte o non prevede lo stesso tipo di regolamentazione in materia di tasse o di imposte, di dogana e di cambio della legislazione della Parte richiedente ".

TITOLO III

ARTICOLO 3.

La Convenzione è completata dalle disposizioni seguenti:

" (*Sentenze contumaciali*).

1. Quando una Parte Contraente chiede ad un'altra Parte Contraente l'estradizione di una persona ai fini dell'esecuzione di una pena o di una misura di sicurezza pronunciata con provvedimento reso in contumacia nei suoi confronti, la Parte richiesta può rifiutare l'estradizione a tale fine se, a suo avviso, la procedura del giudizio non ha soddisfatto i diritti minimi della difesa riconosciuti ad ogni persona accusata di reato. Tuttavia, l'estradizione sarà concessa se la Parte richiedente darà assicurazioni ritenute sufficienti per garantire alla persona la cui estradizione è chiesta il diritto ad un nuovo procedimento di giudizio che tuteli i diritti della difesa. Questa decisione autorizza la Parte richiedente a dare esecuzione alla sentenza di cui trattasi se il condannato non propone opposizione, o a perseguire l'estradato in caso contrario.

2. Quando la Parte richiesta comunica alla persona di cui si chiede l'estradizione la decisione pronunciata in contumacia nei suoi confronti, la Parte richiedente non considererà tale comunicazione come una notifica avente effetto ai fini della procedura penale in questo Stato ".

TITOLO IV

ARTICOLO 4.

La Convenzione è completata dalle disposizioni seguenti:

" (*Amnistia*).

L'estradizione non sarà concessa per un reato estinto per amnistia nello Stato richiesto se tale Stato era competente a perseguire il reato secondo la propria legge penale ".

TITOLO V

ARTICOLO 5.

Il paragrafo 1 dell'articolo 12 della Convenzione è sostituito dalle disposizioni seguenti:

" La richiesta sarà formulata per iscritto ed indirizzata dal Ministero della giustizia della Parte richiedente al Ministero della giustizia della Parte richiesta; tuttavia non è esclusa la via diplomatica. Un'altra via potrà essere convenuta mediante accordo diretto tra due o più Parti ".

TITOLO VI

Articolo 6.

1. Il presente Protocollo è aperto alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa che hanno firmato la Convenzione. Esso sarà soggetto a ratifica, accettazione od approvazione. Gli strumenti di ratifica, d'accettazione o d'approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. Il Protocollo entrerà in vigore 90 giorni dopo la data di deposito del terzo strumento di ratifica, d'accettazione o d'approvazione.

3. Entrerà in vigore nei confronti di ciascuno Stato firmatario che lo ratificherà, lo accetterà o lo approverà successivamente, 90 giorni dopo la data di deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

4. Uno Stato membro del Consiglio d'Europa non può ratificare, accettare od approvare il presente Protocollo senza avere contemporaneamente o preventivamente ratificato la Convenzione.

Articolo 7.

1. Ogni Stato che ha aderito alla Convenzione può aderire al presente Protocollo dopo la sua entrata in vigore.

2. L'adesione si effettuerà mediante il deposito, presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che avrà effetto 90 giorni dopo la data del suo deposito.

Articolo 8.

1. Ogni Stato può, all'atto della firma o al momento del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o d'adesione, designare il o i territori ai quali si applicherà il presente Protocollo.

2. Ogni Stato può, all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, d'accettazione o d'approvazione o di adesione, ovvero in ogni altro momento successivo, estendere l'applicazione del presente Protocollo, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, ad ogni altro territorio designato nella dichiarazione e di cui assicura le relazioni internazionali o per il quale è abilitato a stipulare.

3. Ogni dichiarazione fatta in virtù del paragrafo che precede potrà essere ritirata, per quanto concerne ogni territorio indicato nella dichiarazione, mediante notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Il ritiro avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

ARTICOLO 9.

1. Le riserve formulate da uno Stato concernenti una disposizione della Convenzione si applicheranno anche al presente Protocollo, a meno che tale Stato non esprima l'intenzione contraria all'atto della firma o all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione.

2. Ogni Stato può, all'atto della firma o all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione, dichiarare che si riserva il diritto:

a) di non accettare il Titolo I;

b) di non accettare il Titolo II, ovvero di accettarlo soltanto per quanto concerne taluni reati o categorie di reati contemplati all'articolo 2;

c) di non accettare il Titolo III o di accettare soltanto il paragrafo 1 dell'articolo 3;

d) di non accettare il Titolo IV;

e) di non accettare il Titolo V.

3. Ogni Parte Contraente che ha formulato una riserva in virtù del paragrafo che precede può ritirarla mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa che avrà effetto alla data di ricevimento.

4. Una Parte Contraente che ha applicato al presente Protocollo una riserva formulata in merito ad una disposizione della Convenzione o che ha formulato una riserva in merito ad una disposizione del presente Protocollo non può pretendere l'applicazione di tale disposizione da parte di un'altra Parte Contraente; tuttavia, se la riserva è parziale o condizionata, essa può pretendere l'applicazione della disposizione nella misura in cui essa stessa l'ha accettata.

5. Nessun'altra riserva è ammessa alle disposizioni del presente Protocollo.

ARTICOLO 10.

Il Comitato Europeo per i problemi criminali del Consiglio d'Europa seguirà l'esecuzione del presente Protocollo e faciliterà ove necessario il componimento amichevole di ogni difficoltà cui l'esecuzione del Protocollo darà luogo.

ARTICOLO 11.

1. Ogni Parte Contraente potrà, per quanto la riguarda, denunciare il presente Protocollo inviandone notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

3. La denuncia della Convenzione comporta automaticamente la denuncia del presente Protocollo.

ARTICOLO 12.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio e ad ogni Stato che ha aderito alla Convenzione:

a) ogni firma del presente Protocollo;

b) il deposito di ogni strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione;

c) ogni data di entrata in vigore del presente Protocollo in conformità ai suoi articoli 6 e 7:

d) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 8;

e) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 9;

f) ogni riserva formulata in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 9;

g) il ritiro di ogni riserva effettuato in applicazione delle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 9;

h) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 11 e la data a partire dalla quale la denuncia avrà effetto.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente all'uopo autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

FATTO A Strasburgo, il 17 marzo 1978, in lingua francese e inglese, entrambi i testi facendo egualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne trasmetterà copia munita di certificazione di conformità a ciascuno degli Stati firmatari ed aderenti.

(*Seguono le firme*)

LEGGE 18 ottobre 1984, n. **756.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa all'adesione della Repubblica ellenica alla convenzione concernente la competenza giurisdizionale e l'esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale, nonché al protocollo relativo alla sua interpretazione da parte della Corte di giustizia, con gli adattamenti apportativi dalla convenzione relativa all'adesione di Danimarca, Irlanda, Gran Bretagna, firmata a Lussemburgo il 25 ottobre 1982.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione relativa all'adesione della Repubblica ellenica alla convenzione concernente la competenza giurisdizionale e l'esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale, nonché al protocollo relativo alla sua interpretazione da parte della Corte di giustizia, con gli adattamenti apportativi dalla convenzione relativa all'adesione di Danimarca, Irlanda, Gran Bretagna, firmata a Lussemburgo il 25 ottobre 1982.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 15 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 ottobre 1984

PERTINI

CRAXI — ANDREOTTI — MARTINAZZOLI

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

CONVENZIONE
RELATIVA ALL'ADESIONE DELLA REPUBBLICA ELLENICA ALLA CONVENZIONE CONCERNENTE LA COMPETENZA GIURISDIZIONALE E L'ESECUZIONE DELLE DECISIONI IN MATERIA CIVILE E COMMERCIALE, NONCHE' AL PROTOCOLLO RELATIVO ALLA SUA INTERPRETAZIONE DA PARTE DELLA CORTE DI GIUSTIZIA, CON GLI ADATTAMENTI APPORTATIVI DALLA CONVENZIONE RELATIVA ALL'ADESIONE DEL REGNO DI DANIMARCA, DELL'IRLANDA E DEL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E IRLANDA DEL NORD

PREAMBOLO

LE ALTE PARTI CONTRAENTI DEL TRATTATO CHE ISTITUISCE LA COMUNITA' ECONOMICA EUROPEA,

CONSIDERANDO che la Repubblica ellenica, divenendo membro della Comunità, si è impegnata ad aderire alla convenzione concernente la competenza giurisdizionale e l'esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale ed al protocollo relativo all'interpretazione di tale convenzione da parte della Corte di giustizia, con gli adattamenti apportativi dalla convenzione relativa all'adesione del Regno di Danimarca, dell'Irlanda e del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, e ad avviare a tal fine negoziati con gli Stati membri della Comunità per apportarvi i necessari adattamenti,

HANNO DECISO di concludere la presente convenzione ed a questo effetto hanno designato come Plenipotenziari :

SUA MAESTA' IL RE DEI BELGI :

Jean GOL,

Vice primo ministro,
Ministro della giustizia e delle riforme istituzionali ;

SUA MAESTA' LA REGINA DI DANIMARCA :

Erik NINN-HANSEN,

Ministro della giustizia ;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA :

Hans Arnold ENGELHARD,

Ministro federale della giustizia ;

Dr. Günther KNACKSTEDT,

Ambasciatore della Repubblica federale
di Germania nel Lussemburgo ;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ELLENICA :

Georges-Alexandre MANGAKIS,

Ministro della giustizia ;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FRANCESE :

Robert BADINTER,

Guardasigilli,
Ministro della giustizia ;

IL PRESIDENTE DELL'IRLANDA :

Seân DOHERTY,

Ministro della giustizia ;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA :

Clelio DARIDA,
Ministro della giustizia ;

SUA ALTEZZA REALE IL GRANDUCA DEL LUSSEMBURGO :

Colette FRESCH,
Vicepresidente del governo,
Ministro della giustizia ;

SUA MAESTA' LA REGINA DEI PAESI BASSI :

J. de RUITER,
Ministro della giustizia ;

SUA MAESTA' LA REGINA DEL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E IRLANDA DEL NORD :

Peter Lovat FRASER, Esquire,
Solicitor-general per la Scozia,
Dipartimento del Lord Advocate ;

I QUALI, riuniti in sede di Consiglio, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma,

HANNO CONVENUTO LE DISPOSIZIONI CHE SEGUONO :

TITOLO I

DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO 1

1. La Repubblica ellenica aderisce alla convenzione concernente la competenza giurisdizionale e l'esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale, firmata a Bruxelles il 27 settembre 1968, in appresso denominata "convenzione del 1968", nonché al protocollo relativo alla sua interpretazione da parte della Corte di giustizia, firmato a Lussemburgo il 3 giugno 1971, in appresso denominato "protocollo del 1971", con gli adattamenti apportativi dalla convenzione relativa all'adesione del Regno di Danimarca, dell'Irlanda e del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord alla convenzione concernente la competenza giurisdizionale e l'esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale, nonché al protocollo relativo alla sua interpretazione da parte della Corte di giustizia, firmata a Lussemburgo il 9 ottobre 1978, in appresso denominata "convenzione del 1978".

2. L'adesione della Repubblica ellenica si estende in particolare all'articolo 25, paragrafo 2, ed agli articoli 35 e 36 della convenzione del 1978.

ARTICOLO 2

Gli adattamenti apportati dalla presente convenzione alla convenzione del 1968 e al protocollo del 1971, adattati dalla convenzione del 1978, figuranó nei titoli II, III e IV.

TITOLO II

ADATTAMENTI DELLA CONVENZIONE DEL 1968

ARTICOLO 3

Il seguente testo è inserito all'articolo 3, secondo comma della convenzione del 1968, modificato dall'articolo 4 della convenzione del 1978, tra il terzo e il quarto trattino :

"- in Grecia : l'articolo 40 del codice di procedura civile
(Κώδικας Πολιτικῆς Δικονομίας),".

ARTICOLO 4

Il seguente testo è inserito all'articolo 32, primo comma della convenzione del 1968, modificata dall'articolo 16 della convenzione del 1978, tra il terzo e il quarto trattino :

"- in Grecia, al μονομελές πρωτοδικεῖο ,".

ARTICOLO 5

1. Il seguente testo è inserito all'articolo 37, primo comma della convenzione del 1968, modificato dall'articolo 17 della convenzione del 1978, tra il terzo e il quarto trattino :

"- in Grecia, davanti all' ἐφετεῖο ,".

2. Il testo dell'articolo 37, secondo comma, primo trattino della convenzione del 1968, modificato dall'articolo 17 della convenzione del 1978, è sostituito dal testo seguente :

"- ricorso in cassazione in Belgio, Grecia, Francia, Italia, Lussemburgo e nei Paesi Bassi ;".

ARTICOLO 6

Il seguente testo è inserito all'articolo 40, primo comma della convenzione del 1968, modificato dall'articolo 19 della convenzione del 1978, tra il terzo e il quarto trattino :

"- in Grecia, davanti all' έφετεῖο,".

ARTICOLO 7

Il testo dell'articolo 41, primo trattino della convenzione del 1968, modificato dall'articolo 20 della convenzione del 1978, è sostituito dal testo seguente :

"- ricorso in cassazione in Belgio, Grecia, Francia, Italia, Lussemburgo e nei Paesi Bassi ;".

ARTICOLO 8

Nell'elenco delle convenzioni di cui all'articolo 55 della convenzione del 1968, modificato dall'articolo 24 della convenzione del 1978, è inserita, in posizione appropriata nell'ordine cronologico, la convenzione seguente :

"- la convenzione tra il Regno di Grecia e la Repubblica federale di Germania sul reciproco riconoscimento e la reciproca esecuzione delle decisioni giudiziarie, delle transazioni e degli atti autentici in materia civile e commerciale, firmata ad Atene il 4 novembre 1961 ;".

TITOLO III

ADATTAMENTO DEL PROTOCOLLO ALLEGATO ALLA CONVENZIONE DEL 1968

ARTICOLO 9

Nel testo dell'articolo V ter aggiunto al protocollo allegato alla convenzione del 1968 dall'articolo 29 della convenzione del 1978, sono inserite nella prima frase dopo "Danimarca" una virgola e le parole "in Grecia".

TITOLO IV

ADATTAMENTI DEL PROTOCOLLO DEL 1971

ARTICOLO 10

Il testo dell'articolo 1 del protocollo del 1971, modificato dall'articolo 30 della convenzione del 1978, è completato dal testo del comma seguente :

> "La Corte di giustizia delle Comunità europee è ugualmente competente a pronunciarsi sull'interpretazione della convenzione relativa all'adesione della Repubblica ellenica alla convenzione del 27 settembre 1968, nonché al presente protocollo, adattati dalla convenzione del 1978 ".

ARTICOLO 11

Il seguente testo è inserito all'articolo 2, punto 1 del protocollo del 1971, modificato dall'articolo 31 della convenzione del 1978, tra il terzo e il quarto trattino :

"- in Grecia : ἀνώτατα δικαστήρια ,".

TITOLO V

DISPOSIZIONI TRANSITORIE

ARTICOLO 12

1. La convenzione del 1968 ed il protocollo del 1971, modificati dalla convenzione del 1978 e dalla presente convenzione, si applicano solo alle azioni giudiziarie proposte ed agli atti autentici ricevuti posteriormente all'entrata in vigore della presente convenzione nello Stato di origine e, quando è chiesto il riconoscimento o l'esecuzione di una decisione o di un atto autentico, nello Stato richiesto.

2. Tuttavia, nelle relazioni tra lo Stato d'origine e lo Stato richiesto, le decisioni rese dopo la data dell'entrata in vigore della presente convenzione, a seguito di azioni proposte prima di tale data, sono riconosciute ed eseguite conformemente alle disposizioni del titolo III della convenzione del 1968, modificata dalla convenzione del 1978 e dalla presente convenzione, se la competenza era fondata su norme conformi alle disposizioni del titolo II della convenzione del 1968 modificato o alle disposizioni previste da una convenzione già in vigore tra lo Stato di origine e lo Stato richiesto, al momento della proposizione dell'azione.

TITOLO VI

DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 13

Il Segretario Generale del Consiglio delle Comunità europee rimetterà al Governo della Repubblica ellenica copia certificata conforme della convenzione del 1968, del protocollo del 1971 e della convenzione del 1978, in lingua danese, francese, inglese, irlandese, italiana, olandese e tedesca.
I testi della convenzione del 1968, del protocollo del 1971 e della convenzione del 1978, redatti in lingua greca, sono allegati alla presente convenzione. I testi redatti in lingua greca fanno fede alle stesse condizioni degli altri testi della convenzione del 1968, del protocollo del 1971 e della convenzione del 1978.

ARTICOLO 14

La presente convenzione sarà ratificata dagli Stati firmatari. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio delle Comunità europee.

ARTICOLO 15

La presente convenzione entrerà in vigore, nelle relazioni tra gli Stati che l'avranno ratificata, il primo giorno del terzo mese successivo al deposito dell'ultimo strumento di ratifica effettuato dalla Repubblica ellenica e dagli Stati membri che hanno messo in vigore la convenzione del 1978 conformemente all'articolo 39 di tale convenzione.

Per ogni Stato membro che ratificherà in seguito la convenzione, essa entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo al deposito del suo strumento di ratifica.

ARTICOLO 16

Il Segretario Generale del Consiglio delle Comunità europee notificherà agli Stati firmatari :

a) il deposito di ogni strumento di ratifica ;

b) le date di entrata in vigore della presente convenzione per gli Stati contraenti.

ARTICOLO 17

La presente convenzione, redatta in unico esemplare nelle lingue danese, francese, greca, inglese, irlandese, italiana, olandese e tedesca, gli otto testi facenti ugualmente fede, sarà depositata negli archivi del Segretariato generale del Consiglio delle Comunità europee. Il Segretario Generale provvederà a trasmetterne copia certificata conforme al governo di ciascuno degli Stati firmatari.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno firmato la presente convenzione.

Fatto a Lussenburgo, addi' venticinque ottobre millenovecento-ottantadue.

(Seguono le firme)

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LEGGE 18 ottobre 1984, n. **757.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra l'Italia e la Svizzera per la rettifica della frontiera italo-svizzera al valico dei Mulini e Pedrinate, firmata a Berna il 12 giugno 1981.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra l'Italia e la Svizzera per la rettifica della frontiera italo-svizzera al valico dei Mulini e Pedrinate, firmata a Berna il 12 giugno 1981.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 4 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 ottobre 1984

PERTINI

CRAXI — ANDREOTTI — VISENTINI — SPADOLINI — NICOLAZZI

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

CONVENZIONE

tra la Repubblica italiana e la Confederazione svizzera concernente due rettifiche del confine al valico dei Mulini e Pedrinate

Il Presidente della Repubblica italiana

e il Consiglio federale svizzero,

considerata la necessità di rettificare il tracciato della frontiera fra la dogana svizzera di Ponte Faloppia e la dogana italiana dei Mulini lungo la strada che le riunisce da una parte e dall'altra fra la dogana svizzera di Pedrinate e la dogana italiana di Drezzo,

hanno deciso di concludere una convenzione ed hanno a tal fine designato quali loro plenipotenziari:

il Presidente della Repubblica italiana:

Sua Eccellenza R. Paulucci di Calboli Barone, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario della Repubblica italiana in Svizzera;

il Consiglio federale svizzero:

l'Ambasciatore Emanuel Diez, direttore della Direzione del diritto internazionale pubblico del Dipartimento federale degli affari esteri,

i quali, dopo essersi scambiati i loro pieni poteri e averli trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1.

A parziale modifica della convenzione tra il Regno d'Italia e la Confederazione svizzera del 24 luglio 1941 per la determinazione del confine italo-svizzero nel tratto compreso fra Cima Garibaldi o Run Do ed il monte Dolent, il tracciato della frontiera della rotabile di Resegacia-Campersico e più precisamente dalla dogana svizzera di Ponte Faloppia alla dogana italiana dei Mulini (tra i termini 83 E e 84 A 1 R) è rettificato, mediante uno scambio di superfici tra i due Stati di metri quadrati 426, conformemente al piano allegato a scala 1:500 che fa parte integrante della presente convenzione.

Nella determinazione dello scambio di superfici, indicato nel comma precedente, sono ammesse le tolleranze di lieve entità che sono nell'ordine pratico dell'esecuzione dei lavori.

ARTICOLO 2.

A parziale modifica della convenzione tra il Regno d'Italia e la Confederazione svizzera del 24 luglio 1941 per la determinazione del confine italo-svizzero nel tratto compreso fra Cima Garibaldi o Run Do ed il monte Dolent, il tracciato della frontiera della rotabile Pedrinate-Drezzo e più precisamente dalla dogana svizzera di Pedrinate alla dogana italiana di Drezzo (tra il cippo 78 A e la targa 78 B) è rettificato, mediante uno scambio di superfici tra i due Stati di metri quadrati 132, conformemente al piano allegato a scala 1:1000 che fa parte integrante della presente convenzione.

Nella determinazione dello scambio di superfici, indicato nel comma precedente, sono ammesse le tolleranze di lieve entità che sono nell'ordine pratico dell'esecuzione dei lavori.

ARTICOLO 3.

Non appena la presente convenzione sarà entrata in vigore, la commissione permanente per la manutenzione del confine italo-svizzero procederà:

a) alla materializzazione del tracciato di confine qual è definito dal piano di cui agli articoli 1 e 2, primo comma;

b) a compilare la documentazione descrittiva dei tracciati di confine di cui alla lettera *a)*.

Le spese inerenti ai lavori di cui al primo comma saranno sopportate dai due Stati in parti uguali.

ARTICOLO 4.

La presente convenzione è soggetta a ratifica e gli strumenti di ratifica saranno scambiati a Roma.

Essa entrerà in vigore alla data dello scambio degli strumenti di ratifica.

IN FEDE DI CHE i plenipotenziari dei due Stati hanno firmato la presente convenzione.

FATTO a Berna, il 12 giugno 1981, in due esemplari originali in lingua italiana.

Per la Repubblica italiana:	*Per la Confederazione svizzera:*
R. PAULUCCI DI CALBOLI	EMANUEL DIEZ

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LEGGE 18 ottobre 1984, n. **758.**

Ratifica ed esecuzione dello scambio di note tra l'Italia e San Marino per l'introduzione della franchigia diplomatica, firmate a San Marino il 7 dicembre 1981.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare lo scambio di note tra l'Italia e San Marino per l'introduzione della franchigia diplomatica, firmate a San Marino il 7 dicembre 1981.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data allo scambio di note di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto nello scambio di note stesso.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 ottobre 1984

PERTINI

CRAXI — ANDREOTTI — VISENTINI

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

TESTO DELLE NOTE

San Marino, 7 dicembre 1981.

Prot. n. 1293.

S.E.
Gr. Cr. GIORDANO BRUNO REFFI
Segretario di Stato per gli Affari Esteri
SAN MARINO

Signor Segretario di Stato,

come è noto a Vostra Eccellenza, nel quadro delle norme previste dalla Convenzione di Vienna sulle relazioni diplomatiche del 18 aprile 1961, i rapporti tra l'Italia e la Repubblica San Marino, per quanto attiene il trattamento fiscale degli agenti diplomatici e consolari di ciascuno dei Paesi accreditati nell'altro, sono regolati, a condizione di reciprocità, dalla Convenzione di amicizia e di buon vicinato del 31 marzo 1939, modificata dall'Accordo aggiuntivo del 6 marzo 1968.

Considerato peraltro il particolare regime fiscale delle merci nazionali ed estere vigenti tra i due paesi, è da constatare l'assenza di precisi strumenti tecnici concordati bilateralmente per i destinatari dei benefici. Proporrei pertanto che gli impegni a suo tempo assunti vengano precisati come segue:

Il Governo italiano e quello di San Marino s'impegnano a non assoggettare ad oneri fiscali, comunque dovuti, gli oggetti destinati all'uso ufficiale della missione diplomatica italiana nella Repubblica di San Marino ed all'uso personale degli agenti diplomatici e consolari italiani accreditati.

Resta inteso che la missione diplomatica della Repubblica di San Marino in Italia e gli agenti diplomatici e consolari di detta Repubblica accreditati in Italia continueranno a fruire di tutti i benefici fiscali previsti dalla Convenzione di Vienna sulle relazioni diplomatiche e dai vigenti accordi.

Il presente accordo sarà sottoposto a ratifica. Esso entrerà in vigore il trentesimo giorno successivo alla data in cui le Parti avranno effettuato lo scambio degli strumenti di ratifica.

Se il Governo della Repubblica di San Marino concorda su quanto precede, la presente lettera e quella di assenso che Vostra Eccellenza vorrà farmi avere, costituiranno un accordo fra i due Stati.

Voglia gradire, Signor Segretario di Stato, gli atti della mia più alta considerazione.

L'AMBASCIATORE
(Vittorino Rotondaro)

San Marino, 7 dicembre 1981.

Prot. n. 1469/Aa/596.

S.E. Dott. Gr. Cr. VITTORINO ROTONDARO
Ambasciatore della Repubblica italiana
SAN MARINO

Signor Ambasciatore,

ho l'onore di accusare ricevuta della lettera di Vostra Eccellenza in data odierna, del seguente tenore:

« Signor Segretario di Stato,

come è noto a Vostra Eccellenza, nel quadro delle norme previste dalla Convenzione di Vienna sulle relazioni diplomatiche del 18 aprile 1961, i rapporti tra l'Italia e la Repubblica San Marino, per quanto attiene il trattamento fiscale degli agenti diplomatici e consolari di ciascuno dei due Paesi accreditati nell'altro, sono regolati, a condizione di reciprocità, dalla Convenzione di amicizia e di buon vicinato del 31 marzo 1939, modificata dall'Accordo aggiuntivo del 6 marzo 1968.

Considerato peraltro il particolare regime fiscale delle merci nazionali ed estere vigenti tra i due paesi, è da constatare l'assenza di precisi strumenti tecnici concordati bilateralmente per i destinatari dei benefici. Proporrei pertanto che gli impegni a suo tempo assunti vengano precisati come segue:

Il Governo italiano e quello di San Marino s'impegnano a non assoggettare ad oneri fiscali, comunque dovuti, gli oggetti destinati all'uso ufficiale della missione diplomatica italiana nella Repubblica di San Marino ed all'uso personale degli agenti diplomatici e consolari italiani accreditati.

Resta inteso che la missione diplomatica della Repubblica di San Marino in Italia e gli agenti diplomatici e consolari di detta Repubblica accreditati in Italia continueranno a fruire di tutti i benefici fiscali previsti dalla Convenzione di Vienna sulle relazioni diplomatiche e dai vigenti accordi.

Il presente accordo sarà sottoposto a ratifica. Esso entrerà in vigore il trentesimo giorno successivo alla data in cui le Parti avranno effettuato lo scambio degli strumenti di ratifica.

Se il Governo della Repubblica di San Marino concorda su quanto precede, la presente lettera e quella di assenso che Vostra Eccellenza vorrà farmi avere, costituiranno un accordo fra i due Stati. »

Al riguardo ho l'onore di informare Vostra Eccellenza che il Governo di San Marino concorda con quanto precede.

Voglia gradire, Signor ambasciatore, gli atti della mia più alta considerazione.

IL SEGRETARIO DI STATO
(Giordano Bruno Reffi)

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LEGGE 18 ottobre 1984, n. **759.**

Ratifica ed esecuzione dello scambio di lettere tra Italia e San Marino concernente l'aumento del contingente annuo di tabacchi lavorati, firmate a San Marino il 23 luglio 1982.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare lo scambio di lettere tra Italia e San Marino concernente l'aumento del contingente annuo di tabacchi lavorati, firmate a San Marino il 23 luglio 1982.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data allo scambio di lettere di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto previsto dallo scambio di lettere stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 ottobre 1984

PERTINI

CRAXI — ANDREOTTI — VISENTINI

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

TESTO DELLE LETTERE

San Marino, 23 luglio 1982

Prot. n. 733

S.E.
Gr. Cr. Avv. GIORDANO BRUNO REFFI
Segretario di Stato per gli Affari Esteri
SAN MARINO

Signor Segretario di Stato,

ho l'onore di riferirmi alla richiesta formulata dal Governo della Repubblica di San Marino tendente ad ottenere un aumento del contingente annuo di tabacchi lavorati, stabilito con lo scambio di lettere del 21 marzo 1977 in complessivi 90.000 chilogrammi, per comunicarLe che le competenti autorità italiane, al fine di venire incontro ai desideri del Governo sammarinese nello spirito di amicizia che caratterizza i rapporti tra i nostri due Paesi, consentono che il detto contingente annuo sia elevato, a decorrere dal corrente anno, a 120.000 chilogrammi.

Il nuovo quantitativo viene fornito a prezzo speciale dall'Italia a San Marino, nell'ambito della Convenzione di amicizia e di buon vicinato vigente tra i due Paesi.

Se il Governo di San Marino concorda su quanto precede, la presente lettera e quella di assenso che Vostra Eccellenza si compiacerà di farmi avere costituiranno un accordo in materia fra le due parti, che entrerà in vigore non appena le stesse si saranno reciprocamente comunicate che i rispettivi adempimenti costituzionali sono stati espletati.

Voglia gradire, signor Segretario di Stato, gli atti della mia più alta considerazione.

L'Ambasciatore
(VITTORINO ROTONDARO)

San Marino, 23 luglio 1982

Prot. n. 2129/Aa/596/642/Cc/4

S.E.
Dott. Gr. Cr. VITTORINO RONTONDARO
Ambasciatore della Repubblica Italiana
SAN MARINO

Signor Ambasciatore,

ho l'onore di accusare ricevuta della lettera della S.V. in data odierna, del seguente tenore:

« Ho l'onore di riferirmi alla richiesta formulata dal Governo della Repubblica di San Marino tendente ad ottenere un aumento del contingente annuo di tabacchi lavorati, stabilito con lo scambio di lettere del 21 marzo 1977 in complessivi 90.000 chilogrammi, per comunicarLe che le competenti autorità italiane, al fine di venire incontro ai desideri del Governo sammarinese nello spirito di amicizia che caratterizza i rapporti tra i nostri due Paesi, consentono che il detto contingente annuo sia elevato, a decorrere dal corrente anno, a 120.000 chilogrammi.

Il nuovo quantitativo viene fornito a prezzo speciale dall'Italia a San Marino, nell'ambito della Convenzione di amicizia e di buon vicinato vigente tra i due Paesi.

Se il Governo di San Marino concorda su quanto precede, la presente lettera e quella di assenso che Vostra Eccellenza si compiacerà di farmi avere costituiranno un accordo in materia tra le due parti, che entrerà in vigore non appena le stesse si saranno reciprocamente comunicate che i rispettivi adempimenti costituzionali sono stati espletati ».

Ho l'onore di comunicare alla S.V. che il Governo della Repubblica di San Marino concorda su quanto precede.

Voglia gradire, Signor Ambasciatore, gli atti della mia più alta considerazione.

Il Segretario di Stato
(GIORDANO BRUNO REFFI)

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LEGGE 18 ottobre 1984, n. **760.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica di San Marino sul riconoscimento reciproco dei titoli di studio, firmato a San Marino il 28 aprile 1983.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica di San Marino sul riconoscimento reciproco dei titoli di studio, firmato a San Marino il 28 aprile 1983.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 4 dell'accordo stesso.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 ottobre 1984

PERTINI

CRAXI — ANDREOTTI

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

ACCORDO
TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DI SAN MARINO E IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA SUL RICONOSCIMENTO RECIPROCO DEI TITOLI DI STUDIO

Il Governo della Repubblica di San Marino e il Governo della Repubblica Italiana, nell'intento di rinsaldare le relazioni culturali tra i due Paesi, hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

(Istruzione primaria e secondaria).

I titoli di studio conseguiti al termine dei cicli di istruzione primaria e secondaria già istituiti in ciascuno dei due Stati contraenti all'atto della firma del presente Accordo sono riconosciuti nell'altro Stato ai fini del proseguimento degli studi nel livello successivo.

Sono convalidati anche studi parziali, cioè studi di formazione scolastica che non costituiscano cicli o livelli completi alla stregua dell'ordinamento scolastico dello Stato in cui sono stati compiuti. In tal caso l'iscrizione presso Istituti dell'altro Stato è concessa per la classe corrispondente a quella cui il titolo presentato darebbe accesso nella scuola di provenienza.

Il riconoscimento di titoli o di studi parziali compiuti in cicli di formazione scolastica che siano istituiti in uno degli Stati contraenti dopo la firma del presente Accordo, ovvero in cicli già istituiti ma di cui vengano modificati i programmi, è subordinato all'esame e confronto dei piani di studio da parte della commissione mista di cui al successivo articolo e alla sostanziale corrispondenza dei programmi. Al termine dell'esame la commissione mista formulerà proposte ai Governi dei due Stati e l'eventuale equipollenza, con o senza necessità di esami integrativi, sarà formalizzata mediante uno scambio di note tra le due parti, che formerà parte integrante del presente Accordo.

ARTICOLO 2.

(Istruzione universitaria).

Ove la Repubblica di San Marino istituisca corsi di istruzione universitaria, i titoli accademici conseguiti in uno dei due Stati saranno riconosciuti nell'altro Stato sulla base di tabelle di equipollenza elaborate di comune accordo. A tal fine sarà costituita una commissione mista, composta pariteticamente da rappresentanti delle due parti, il cui compito sarà di confrontare i piani di studio

per il conseguimento dei singoli titoli accademici negli ordinamenti dei due Stati e di elaborare tabelle di equipollenza fra i titoli con o senza esami integrativi. Le tabelle saranno approvate dai due Stati mediante scambio di note, che formeranno parte integrante del presente Accordo.

ARTICOLO 3.

(Effetti del riconoscimento).

Il riconoscimento dei titoli di ogni ordine e grado è valido ai fini del proseguimento degli studi e ad ogni altro fine di legge. Esso non comporta idoneità all'esercizio della professione per i titoli accademici e per ogni altro titolo dopo il conseguimento del quale sia richiesto uno specifico esame di abilitazione professionale, alla stregua dell'ordinamento dello Stato che riconosce il titolo.

ARTICOLO 4.

(Entrata in vigore e durata).

Il presente Accordo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo a quello in cui sarà intervenuto lo scambio degli strumenti di ratifica. Esso avrà durata illimitata e potrà essere denunciato da una parte contraente. La denuncia avrà effetti a partire dall'anno scolastico successivo a quello in cui la notifica della denuncia sarà stata effettuata.

Fatto a San Marino il 28 aprile 1983, in due esemplari in lingua italiana, entrambi i testi facenti egualmente fede.

Per il Governo
della Repubblica di San Marino
Giordano Bruno Reffi

Per il Governo
della Repubblica Italiana
Paolo Giorgieri

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LEGGE 18 ottobre 1984, n. **761.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo-quadro di cooperazione universitaria tra l'Italia e la Francia, firmato a Parigi il 5 luglio 1982.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo-quadro di cooperazione universitaria tra l'Italia e la Francia, firmato a Parigi il 5 luglio 1982.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 5 dell'accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 ottobre 1984

PERTINI

CRAXI — ANDREOTTI

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

ACCORDO
quadro di cooperazione universitaria tra l'Italia e la Francia

Il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica francese, animati dal desiderio di contribuire allo sviluppo delle relazioni culturali e scientifiche tra i due Paesi, previsto dall'accordo culturale concluso a Parigi il 4 novembre 1949, hanno convenuto quanto segue in vista di promuovere la cooperazione tra le università italiane e le università francesi.

ARTICOLO 1.

Le università dei due Paesi potranno concludere tra di loro degli accordi che prevedano programmi di studio integrati che si concludano con il rilascio congiunto di un titolo di studio nazionale italiano (laurea) e di un titolo di studio nazionale francese (*maîtrise*) aventi lo stesso valore. Tali programmi concerneranno gli studenti che abbiano compiuto con successo i primi due anni di studio presso un'università italiana o francese.

ARTICOLO 2.

Gli accordi interuniversitari di cui all'articolo 1 dovranno prevedere l'organizzazione degli studi, le modalità delle verifiche delle conoscenze acquisite ed eventualmente dei lavori di ricerca, nonché le condizioni per il rilascio dei diplomi conformemente alla regolamentazione in vigore nei due Paesi. Gli accordi dovranno egualmente stabilire il volume e le modalità degli scambi di docenti e precisare la durata della permanenza obbligatoria degli studenti presso la o le università dell'altro Paese.

Le commissioni competenti per il rilascio dei diplomi previsti all'articolo 1 dovranno comprendere almeno due docenti che abbiano partecipato ai programmi di studi integrati di ciascuna delle università.

ARTICOLO 3.

Gli accordi interuniversitari, dopo aver ottenuto l'approvazione delle autorità competenti dei due Paesi, faranno oggetto di uno scambio di note diplomatiche in cui sarà indicato il loro contenuto, la durata della loro validità e la data di entrata in vigore. Ogni modifica o denuncia formerà ugualmente oggetto di uno scambio di note.

ARTICOLO 4.

Successivamente all'entrata in vigore degli accordi interuniversitari, i Governi dei due Paesi autorizzeranno l'invio di propri professori nelle università interessate allo scopo di consentire l'attuazione dei piani di studio concordati. Tali scambi di docenti avranno luogo in conformità alla normativa in vigore in ciascuno dei due Paesi.

ARTICOLO 5.

Ciascuno dei due Governi, notificherà all'altro, secondo le rispettive procedure, l'avvenuto adempimento delle formalità richieste dal proprio ordinamento per l'entrata in vigore del presente accordo. Essa avrà luogo al momento della ricezione della seconda delle notifiche.

Il presente accordo potrà essere denunciato entro il 1° aprile di ogni anno. In tale caso, agli studenti che abbiano già iniziato dei corsi universitari istituiti in funzione di questo accordo dovrà essere assicurata la possibilità di portarli a termine.

FATTO a Parigi il 5 luglio 1982 in due originali nelle lingue italiana e francese ambedue i testi facenti egualmente fede.

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

EMILIO COLOMBO

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA FRANCESE

C. CHEYSSON

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LEGGE 18 ottobre 1984, n. **762.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra Italia ed Austria per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio, con protocollo aggiuntivo, firmati a Vienna il 29 giugno 1981.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra Italia ed Austria per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio, con protocollo aggiuntivo, firmati a Vienna il 29 giugno 1981.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 29 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 ottobre 1984

PERTINI

CRAXI — ANDREOTTI — VISENTINI — SIGNORILE — CAPRIA

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

CONVENZIONE

tra la Repubblica italiana e la Repubblica austriaca per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio

La Repubblica italiana e la Repubblica austriaca, desiderose di concludere una Convenzione per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio, hanno convenuto le seguenti disposizioni:

CAPITOLO I

CAMPO DI APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE

ARTICOLO 1.

(Soggetti).

La presente Convenzione si applica alle persone che sono residenti di uno o di entrambi gli Stati contraenti.

ARTICOLO 2.

(Imposte considerate).

1. La presente Convenzione si applica alle imposte sul reddito e sul patrimonio prelevate per conto di ciascuno degli Stati contraenti, delle sue suddivisioni politiche o amministrative o dei suoi enti locali, qualunque sia il sistema di prelevamento.

2. Le imposte attuali cui si applica la Convenzione sono:

a) per quanto concerne l'Italia:

1) l'imposta sul reddito delle persone fisiche;

2) l'imposta sul reddito delle persone giuridiche;

3) l'imposta locale sui redditi;

ancorché riscosse mediante ritenuta alla fonte (qui di seguito indicate quali « imposta italiana »);

b) per quanto concerne l'Austria:

1) l'imposta sul reddito (die Einkommensteuer);

2) l'imposta sulle società (die Körperschaftsteuer);

3) l'imposta sugli amministratori (die Aufsichtsratsabgabe);

4) l'imposta sul patrimonio (die Vermögensteuer);

5) l'imposta sui beni non soggetti alle imposte di successione (die Abgabe von Vermogen, die der Erbschaftssteuer entzogen sind);

6) l'imposta sulle imprese commerciali e industriali, ivi inclusa l'imposta applicata sull'ammontare dei salari (die Gewerbesteuer einrschliesslich der Lohnsummensteuer);

7) l'imposta sui terreni (die Grundsteuer);

8) l'imposta sulle imprese agricole e forestali (die Abgabe von land-und forstwirtschaftlichen Betrieben);

9) i contributi a carico delle imprese agricole e forestali a favore del fondo per la perequazione degli oneri familiari (die Beiträge von land-und forstwirtschaftlichen Betrieben zum Ausgleichsfonds für Familienbeihilfen);

10) l'imposta sul valore dei terreni edificabili (die Abgabe von Bodenwert bei unbebauten Grundstücken);

(qui di seguito indicate quali « imposta austriaca »).

3. La Convenzione si applicherà anche alle imposte di natura identica o analoga che verranno istituite dopo la firma della Convenzione in aggiunta o in sostituzione delle imposte attuali. Le autorità competenti degli Stati contraenti si comunicheranno le modifiche apportate alle rispettive legislazioni fiscali.

CAPITOLO II

DEFINIZIONI

ARTICOLO 3.

(Definizioni generali).

1. Ai fini della presente Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione:

a) le espressioni « uno Stato contraente » e « l'altro Stato contraente » designano, come il contesto richiede, l'Italia o l'Austria;

b) il termine « persona » comprende le persone fisiche, le società ed ogni altra associazione di persone;

c) il termine « società » designa qualsiasi persona giuridica o qualsiasi ente che è considerato persona giuridica ai fini della imposizione;

d) le espressioni « impresa di uno Stato contraente » e « impresa dell'altro Stato contraente » designano rispettivamente una impresa esercitata da un residente di uno Stato contraente e una impresa esercitata da un residente dell'altro Stato contraente;

e) il termine « nazionali » designa:

1) le persone fisiche che hanno la nazionalità di uno Stato contraente;

2) le persone giuridiche, società di persone ed altre associazioni di persone costituite in conformità della legislazione in vigore in uno Stato contraente;

f) per « traffico internazionale » s'intende qualsiasi attività di trasporto effettuato per mezzo di una nave o di un aeromobile da parte di un'impresa la cui sede di direzione effettiva è situata in uno Stato contraente, ad eccezione del caso in cui la nave o l'aeromobile sia utilizzato esclusivamente tra località situate nell'altro Stato contraente;

g) l'espressione « autorità competente » designa:

1) in Italia: il Ministero delle finanze;

2) in Austria: il Ministro federale delle finanze.

2. Per l'applicazione della Convenzione da parte di uno Stato contraente, le espressioni non diversamente definite hanno il significato che ad esse e attribuito dalla legislazione di detto Stato contraente relativa alle imposte oggetto della Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione.

ARTICOLO 4.

(*Domicilio fiscale*).

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « residente di uno Stato contraente » designa ogni persona che, in virtù della legislazione di detto Stato, è assoggettata ad imposta nello stesso Stato, a motivo del suo domicilio, della sua residenza, della sede della sua direzione o di ogni altro criterio di natura analoga. Tuttavia, tale espressione non comprende le persone che sono imponibili in questo Stato soltanto per il reddito che esse ricavano da fonti situate in detto Stato o per il patrimonio che esse possiedono in detto Stato.

2. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona fisica è considerata residente di entrambi gli Stati contraenti, la sua situazione e determinata nel seguente modo:

a) detta persona è considerata residente dello Stato contraente nel quale ha una abitazione permanente. Quando essa dispone di una abitazione permanente in ciascuno degli Stati contraenti, è considerata residente dello Stato contraente nel quale le sue relazioni

personali ed economiche sono più strette (centro degli interessi vitali);

b) se non si può determinare lo Stato contraente nel quale detta persona ha il centro dei suoi interessi vitali, o se la medesima non ha una abitazione permanente in alcuno degli Stati contraenti, essa è considerata residente dello Stato contraente in cui soggiorna abitualmente;

c) se detta persona soggiorna abitualmente in entrambi gli Stati contraenti ovvero non soggiorna abitualmente in alcuno di essi, essa è considerata residente dello Stato contraente del quale ha la nazionalità;

d) se detta persona ha la nazionalità di entrambi gli Stati contraenti, o se non ha la nazionalità di alcuno di essi, le autorità competenti degli Stati contraenti faranno del loro meglio per risolvere la questione di comune accordo.

3. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona diversa da una persona fisica è considerata residente di entrambi gli Stati contraenti, si ritiene che essa è residente dello Stato contraente in cui si trova la sede della sua direzione effettiva.

Articolo 5.

(*Stabile organizzazione*).

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « stabile organizzazione » designa una sede fissa di affari in cui l'impresa esercita in tutto o in parte la sua attività.

2. L'espressione « stabile organizzazione » comprende in particolare:

a) una sede di direzione;

b) una succursale;

c) un ufficio;

d) una officina;

e) un laboratorio;

f) una miniera, una cava o altro luogo di estrazione di risorse naturali;

g) un cantiere di costruzione o di montaggio la cui durata oltrepassa i dodici mesi.

3. Non si considera che vi sia una « stabile organizzazione » se:

a) si fa uso di una installazione ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna di merci appartenenti all'impresa;

b) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna;

c) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini della trasformazione da parte di un'altra impresa;

d) una sede fissa di affari è utilizzata ai soli fini di acquistare merci o di raccogliere informazioni per l'impresa;

e) una sede fissa di affari è utilizzata per l'impresa, ai soli fini di pubblicità, di fornire informazioni, di ricerche scientifiche o di attività analoghe che abbiano carattere preparatorio o ausiliario.

4. Una persona che agisce in uno Stato contraente per conto di un'impresa dell'altro Stato contraente – diversa da un agente che goda di uno *status* indipendente, di cui al paragrafo 5 – è considerata « stabile organizzazione » nel primo Stato se dispone nello Stato stesso di poteri che esercita abitualmente e che le permettano di concludere contratti a nome dell'impresa, salvo il caso in cui l'attività di detta persona sia limitata all'acquisto di merci per l'impresa.

5. Non si considera che un'impresa di uno Stato contraente ha una stabile organizzazione nell'altro Stato contraente per il solo fatto che essa vi esercita la propria attività per mezzo di un mediatore, di un commissionario generale o di ogni altro intermediario che goda di uno *status* indipendente, a condizione che dette persone agiscano nell'ambito della loro ordinaria attività.

6. Il fatto che una società residente di uno Stato contraente controlli o sia controllata da una società residente dell'altro Stato contraente ovvero svolga la sua attività in questo altro Stato (sia per mezzo di una stabile organizzazione oppure no) non costituisce di per sé motivo sufficiente per far considerare una qualsiasi delle dette società una stabile organizzazione dell'altra.

CAPITOLO III

IMPOSIZIONE DEI REDDITI

ARTICOLO 6.

(*Redditi immobiliari*).

1. I redditi derivanti da beni immobili, compresi i redditi delle attività agricole o forestali, sono imponibili nello Stato contraente in cui i detti beni sono situati.

2. L'espressione « beni immobili » è definita in conformità al diritto dello Stato contraente in cui i beni stessi sono situati. L'espressione comprende in ogni caso gli accessori, le scorte morte

o vive delle imprese agricole e forestali, nonché i diritti ai quali si applicano le disposizioni del diritto privato riguardanti la proprietà fondiaria. Si considerano altresì « beni immobili » l'usufrutto dei beni immobili e i diritti relativi a canoni variabili o fissi per lo sfruttamento o la concessione dello sfruttamento di giacimenti minerari, sorgenti ed altre ricchezze del suolo. Le navi e gli aeromobili non sono considerati beni immobili.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano ai redditi derivanti dalla utilizzazione diretta, dalla locazione o dall'affitto, nonché da ogni altra forma di utilizzazione di beni immobili.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 3 si applicano anche ai redditi derivanti dai beni immobili di una impresa nonché ai redditi dei beni immobili utilizzati per l'esercizio di una libera professione.

ARTICOLO 7.

(*Utili delle imprese*).

1. Gli utili di un'impresa di uno Stato contraente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che l'impresa non svolga la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata. Se l'impresa svolge in tal modo la sua attività, gli utili dell'impresa sono imponibili nell'altro Stato ma soltanto nella misura in cui detti utili sono attribuibili alla stabile organizzazione.

2. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 3, quando una impresa di uno Stato contraente svolge la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, in ciascuno Stato contraente vanno attribuiti a detta stabile organizzazione gli utili che si ritiene sarebbero stati da essa conseguiti se si fosse trattato di una impresa distinta e separata svolgente attività identiche o analoghe in condizioni identiche o analoghe e in piena indipendenza dall'impresa di cui essa costituisce una stabile organizzazione.

3. Nella determinazione degli utili di una stabile organizzazione sono ammesse in deduzione le spese direttamente connesse con l'attività esercitata dalla stessa stabile organizzazione, comprese le spese di direzione e le spese generali di amministrazione sostenute sia nello Stato in cui è situata la stabile organizzazione, sia altrove.

4. Qualora uno degli Stati contraenti segua la prassi di determinare gli utili da attribuire ad una stabile organizzazione in base al riparto degli utili complessivi dell'impresa fra le diverse parti di essa, la disposizione del paragrafo 2 non impedisce a detto Stato contraente di determinare gli utili imponibili secondo la ripartizione

in uso; tuttavia, il metodo di riparto adottato dovrà essere tale che il risultato sia conforme ai princìpi contenuti nel presente articolo.

5. Nessun utile può essere attribuito ad una stabile organizzazione per il solo fatto che essa ha acquistato merci per l'impresa.

6. Ai fini dei paragrafi precedenti gli utili da attribuire alla stabile organizzazione sono determinati annualmente con lo stesso metodo, a meno che non esistano validi e sufficienti motivi per procedere diversamente.

7. Quando gli utili comprendono elementi di reddito considerati separatamente in altri articoli della presente Convenzione, le disposizioni di tali articoli non vengono modificate da quelle del presente articolo.

8. Le disposizioni del presente articolo si applicano anche ai redditi percepiti:

a) dai soci di una « stille Gesellschaft » costituita ai sensi della legislazione austriaca;

b) dai soci di una associazione in partecipazione costituita ai sensi della legislazione italiana.

ARTICOLO 8.

(*Navigazione marittima ed aerea*).

1. Gli utili derivanti dall'esercizio, in traffico internazionale, di navi o di aeromobili sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

2. Se la sede della direzione effettiva della impresa di navigazione marittima è situata a bordo di una nave, detta sede si considera situata nello Stato contraente in cui si trova il porto d'immatricolazione della nave, oppure, in mancanza di un porto di immatricolazione, nello Stato contraente di cui è residente l'esercente la nave.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano parimenti agli utili derivanti dalla partecipazione a un fondo comune (« pool »), a un esercizio in comune o ad un organismo internazionale di esercizio.

ARTICOLO 9.

(*Imprese associate*).

Allorché

a) un'impresa di uno Stato contraente partecipa, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa dell'altro Stato contraente, o

b) le medesime persone partecipano, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa di uno Stato contraente e di un'impresa dell'altro Stato contraente,

e, nell'uno e nell'altro caso, le due imprese, nelle loro relazioni commerciali o finanziarie, sono vincolate da condizioni accettate o imposte, diverse da quelle che sarebbero state convenute tra imprese indipendenti, gli utili che in mancanza di tali condizioni sarebbero stati realizzati da una delle imprese, ma che a causa di dette condizioni non lo sono stati, possono essere inclusi negli utili di questa impresa e tassati in conseguenza.

ARTICOLO 10.

(*Dividendi*).

1. I dividendi pagati da una società residente di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali dividendi possono essere tassati nello Stato contraente di cui la società che paga i dividendi è residente ed in conformità alla legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce i dividendi, residente dell'altro Stato contraente, ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 15 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi.

Le autorità competenti degli Stati contraenti possono stabilire di comune accordo le modalità di applicazione di tale limitazione.

Questo paragrafo non riguarda l'imposizione della società per gli utili con i quali sono stati pagati i dividendi.

3. Ai fini del presente articolo il termine « dividendi » designa i redditi derivanti da azioni, da azioni o diritti di godimento, da quote minerarie, da quote di fondatore o da altre quote di partecipazione agli utili, ad eccezione dei crediti, nonché i redditi di altre quote sociali assoggettati al medesimo regime fiscale dei redditi delle azioni secondo la legislazione fiscale dello Stato di cui è residente la società distributrice.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario dei dividendi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente, di cui è residente la società che paga i dividendi, sia una attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata, e la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, i dividendi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

5. Qualora una società residente di uno Stato contraente ricavi utili o redditi dall'altro Stato contraente, detto altro Stato non può

applicare alcuna imposta sui dividendi pagati dalla società, a meno che tali dividendi siano pagati ad un residente di detto altro Stato o che la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente a una stabile organizzazione o a una base fissa situata in detto altro Stato, né prelevare alcuna imposta, a titolo di imposizione degli utili non distribuiti, sugli utili non distribuiti della società, anche se i dividendi pagati o gli utili non distribuiti costituiscano in tutto o in parte utili o redditi realizzati in detto altro Stato.

ARTICOLO 11.

(*Interessi*).

1. Gli interessi provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali interessi possono essere tassati nello Stato contraente dal quale essi provengono ed in conformità della legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce gli interessi ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 10 per cento dell'ammontare degli interessi. Le autorità competenti degli Stati contraenti possono stabilire di comune accordo le modalità di applicazione di tale limitazione.

3. Nonostante le disposizioni del paragrafo 2, gli interessi provenienti da uno degli Stati contraenti sono esenti da imposta in detto Stato se:

a) il debitore degli interessi è detto Stato contraente o un suo ente locale; o

b) gli interessi sono pagati all'altro Stato contraente o ad un suo ente locale o ad un ente (compresi gli istituti finanziari) interamente di proprietà di questo Stato contraente o di un suo ente locale; o

c) gli interessi sono pagati ad altri enti (compresi gli istituti finanziari) in dipendenza di finanziamenti da essi concessi in applicazione di accordi conclusi tra gli Stati contraenti.

4. Ai fini del presente articolo il termine « interessi » designa i redditi dei titoli del debito pubblico, delle obbligazioni di prestiti garantite o non da ipoteca e portanti o meno una clausola di partecipazione agli utili, e dei crediti di qualsiasi natura, nonché ogni altro provento assimilabile ai redditi di somme date in prestito in base alla legislazione fiscale dello Stato da cui i redditi provengono.

5. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario degli interessi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono gli

interessi sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata ed il credito generatore degli interessi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso gli interessi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

6. Gli interessi si considerano provenienti da uno Stato contraente quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o un residente di detto Stato. Tuttavia, quando il debitore degli interessi, sia esso residente o no di uno Stato contraente, ha in uno Stato contraente una stabile organizzazione per le cui necessità viene contratto il debito sul quale sono pagati gli interessi e tali interessi sono a carico della stabile organizzazione, gli interessi stessi si considerano provenienti dallo Stato contraente in cui è situata la stabile organizzazione.

7. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra il debitore e creditore o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare degli interessi pagati, tenuto conto del credito per il quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e creditore in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

ARTICOLO 12.

(Canoni).

1. I canoni provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato, qualora detto residente sia il beneficiario effettivo dei canoni.

2. Tuttavia, i canoni pagati da una società residente di uno degli Stati contraenti ad una persona residente dell'altro Stato contraente che possiede più del 50 per cento del capitale sociale della società erogante possono essere tassati nel primo Stato; l'imposta così applicata non può, tuttavia, eccedere il 10 per cento dell'ammontare lordo dei canoni.

3. Ai fini del presente articolo il termine « canoni » designa i compensi di qualsiasi natura corrisposti per l'uso o la concessione in uso di un diritto di autore su opere letterarie, artistiche o scientifiche, ivi comprese le pellicole cinematografiche (inclusi i canoni relativi a pellicole o registrazioni per trasmissioni televisive), di brevetti, marchi di fabbrica o di commercio, disegni o modelli, progetti, formule o processi segreti, nonché per l'uso o la concessione in uso

di attrezzature industriali, commerciali o scientifiche o per informazioni concernenti esperienze di carattere industriale, commerciale o scientifico.

4. Le disposizioni del paragrafo 1 non si applicano nel caso in cui il beneficiario dei canoni, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono i canoni, sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata, ed i diritti o i beni generatori dei canoni si ricolleghino effettivamente ad esse. In tal caso i canoni sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

5. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e creditore o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare dei canoni pagati, tenuto conto della prestazione per la quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e creditore in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente convenzione.

ARTICOLO 13.

(*Utili di capitale*).

1. Gli utili provenienti dalla alienazione di beni immobili secondo la definizione di cui al paragrafo 2 dell'articolo 6, sono imponibili nello Stato contraente dove detti beni sono situati.

2. Gli utili provenienti dalla alienazione di beni mobili facenti parte dell'attivo di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente, ovvero di beni mobili appartenenti ad una base fissa di cui dispone un residente di uno stato contraente nell'altro Stato contraente per l'esercizio di una libera professione, compresi gli utili provenienti dalla alienazione di detta stabile organizzazione (da sola od in uno con l'intera impresa) o di detta base fissa, sono imponibili in detto altro Stato.

Tuttavia, gli utili provenienti dall'alienazione di beni mobili di cui al paragrafo 3 dell'articolo 22 sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui i beni in questione sono imponibili in virtù di detto articolo.

3. Gli utili provenienti dalla alienazione di ogni altro bene diverso da quelli menzionati ai paragrafi 1 e 2 sono imponibili soltanto nello Stato contraente di cui l'alienante è residente.

ARTICOLO 14.

(*Professioni indipendenti*).

1. I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae dall'esercizio di una libera professione o da altre attività indipendenti di carattere analogo sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale residente non disponga abitualmente, nell'altro Stato contraente, di una base fissa per l'esercizio delle sue attività. Se egli dispone di tale base fissa, i redditi sono imponibili nell'altro Stato contraente ma unicamente nella misura in cui sono imputabili a detta base fissa.

2. L'espressione « libera professione » comprende in particolare le attività indipendenti di carattere scientifico, letterario, artistico, educativo o pedagogico, nonché le attività indipendenti dei medici, avvocati, ingegneri, architetti, dentisti e contabili.

ARTICOLO 15.

(*Lavoro subordinato*).

1. Salve le disposizioni degli articoli 16, 18 e 19, i salari, gli stipendi e le altre remunerazioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale attività non venga svolta nell'altro Stato contraente. Se l'attività è quivi svolta, le remunerazioni percepite a tal titolo sono imponibili in questo altro Stato.

2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1, le remunerazioni che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente svolta nell'altro Stato contraente sono imponibili soltanto nel primo Stato se:

a) il beneficiario soggiorna nell'altro Stato per un periodo o periodi che non oltrepassano in totale 183 giorni nel corso dell'anno fiscale considerato; e

b) le remunerazioni sono pagate da o per conto di un datore di lavoro che non è residente dell'altro Stato; e

c) l'onere delle remunerazioni non è sostenuto da una stabile organizzazione o da una base fissa che il datore di lavoro ha nell'altro Stato.

3. Nonostante le disposizioni precedenti del presente articolo, le remunerazioni relative a lavoro subordinato svolto a bordo di navi o di aeromobili in traffico internazionale sono imponibili nello Stato contraente nel quale è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

4. Allorché una persona fisica residente di uno Stato contraente nei pressi della frontiera svolge un'attività dipendente nell'altro Stato contraente, sempre nei pressi della frontiera, ed attraversa abitualmente la frontiera stessa per recarsi al lavoro, essa è imponibile per il reddito che ritrae da tale attività soltanto nello Stato di cui è residente.

ARTICOLO 16.

(*Compensi e gettoni di presenza*).

Le partecipazioni agli utili, i gettoni di presenza e le altre retribuzioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in qualità di membro del Consiglio di amministrazione di una società residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

ARTICOLO 17.

(*Artisti e sportivi*).

1. Nonostante le disposizioni degli articoli 14 e 15, i redditi che gli artisti dello spettacolo, quali gli artisti di teatro, del cinema, della radio o della televisione ed i musicisti, nonché gli sportivi, ritraggono dalle loro prestazioni personali in tale qualità sono imponibili nello Stato contraente in cui dette attività sono svolte.

2. Quando il reddito proveniente da prestazioni personali di un artista dello spettacolo o di uno sportivo, in tale qualità, è attribuito ad una altra persona che non sia l'artista o lo sportivo medesimo, detto reddito può essere tassato nello Stato contraente dove dette prestazioni sono svolte, nonostante le disposizioni degli articoli 7, 14 e 15.

ARTICOLO 18.

(*Pensioni*).

Fatte salve le disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 19 le pensioni e le altre remunerazioni analoghe, pagate ad un residente di uno Stato contraente in relazione ad un cessato impiego, sono imponibili soltanto in questo Stato.

ARTICOLO 19.

(*Funzioni pubbliche*).

1. *a*) Le remunerazioni, diverse dalle pensioni, pagate da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministra-

tiva o da un suo ente locale a una persona fisica, in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato.

b) Tuttavia, tali remunerazioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora i servizi siano resi in detto Stato ed il beneficiario della remunerazione sia un residente di detto altro Stato contraente che:

i) abbia la nazionalità di detto Stato; o

ii) non sia divenuto residente di detto Stato al solo scopo di rendervi i servizi.

2. Il paragrafo 1 si applica anche alle remunerazioni ricevute dai membri del personale:

a) delle Delegazioni Commerciali austriache in Italia; e

b) delle agenzie o rappresentanze in Austria delle Ferrovie dello Stato italiane (FF.SS.), dell'Amministrazione dei Servizi postali o telegrafici (PP.TT.), dell'Ente Italiano per il Turismo (ENIT) e della Delegazione Commerciale italiana (ICE).

3. *a*) Le pensioni corrisposte da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica od amministrativa o da un suo ente locale, sia direttamente sia mediante prelevamento da fondi da essi costituiti, a una persona fisica in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato.

b) Tuttavia, tali pensioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora il pensionato sia un residente di questo Stato e ne abbia la nazionalità.

4. Le disposizioni degli articoli 15, 16 e 18 si applicano alle remunerazioni o pensioni pagate in corrispettivo di servizi resi nell'ambito di una attività industriale o commerciale esercitata da uno Stato contraente o da una sua suddivisione amministrativa o da un suo ente locale.

ARTICOLO 20.

(*Professori, insegnanti e studenti*).

1. Un professore od un insegnante il quale soggiorni temporaneamente, per un periodo non superiore a due anni, in uno Stato contraente per insegnare o condurre ricerche presso una università, collegio, scuola od altro istituto d'istruzione e che è, o era immediatamente prima di tale soggiorno, residente dell'altro Stato contraente è esente da imposta nel detto primo Stato contraente limitatamente alle remunerazioni ricevute per tale insegnamento o ricerca.

2. Le somme che uno studente o un apprendista il quale è, o era prima, residente di uno Stato contraente e che soggiorna nell'altro Stato contraente al solo scopo di compiervi i suoi studi o di attendere alla propria formazione professionale, riceve per sopperire alle spese di mantenimento, di istruzione o di formazione professionale, sono esenti da imposta in questo altro Stato a condizione che tali somme provengano da fonti situate fuori di detto altro Stato.

ARTICOLO 21.

(Altri redditi).

1. Gli elementi di reddito di un residente di uno Stato contraente, qualsiasi ne sia la provenienza, che non sono stati trattati negli articoli precedenti della presente Convenzione sono imponibili soltanto in questo Stato.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non si applicano nel caso in cui il beneficiario del reddito, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata, e il diritto o il bene produttivo del reddito si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, si applicano le disposizioni dell'articolo 7 o dell'articolo 14, a seconda dei casi.

CAPITOLO IV

TASSAZIONE DEL PATRIMONIO

ARTICOLO 22.

(Patrimonio).

1. Il patrimonio costituito da beni immobili, secondo la definizione di cui al paragrafo 2 dell'articolo 6, è imponibile nello Stato contraente in cui i beni stessi sono situati.

2. Il patrimonio costituito da beni mobili facenti parte dell'attivo di una stabile organizzazione di un'impresa, o da beni mobili appartenenti ad una base fissa utilizzata per l'esercizio di una libera professione, è imponibile nello Stato contraente in cui è situata la stabile organizzazione o la base fissa.

3. Le navi e gli aeromobili utilizzati in traffico internazionale, nonché i beni mobili relativi al loro esercizio, sono imponibili sol-

tanto nello Stato contraente dove è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

4. Ogni altro elemento del patrimonio di un residente di uno Stato contraente è imponibile soltanto in detto Stato.

CAPITOLO V

METODO PER EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI

Articolo 23.

1. Si conviene che la doppia imposizione sarà eliminata in conformità ai seguenti paragrafi del presente articolo.

2. Se un residente dell'Italia possiede elementi di reddito che sono imponibili nella Repubblica austriaca, l'Italia, nel calcolare le proprie imposte sul reddito specificato nell'articolo 2 della presente Convenzione, può includere nella base imponibile di tali imposte detti elementi di reddito, a meno che espresse disposizioni della presente Convenzione non stabiliscano diversamente.

In tal caso, l'Italia deve dedurre dalle imposte così calcolate l'imposta sui redditi pagata in Austria, ma l'ammontare della deduzione non può eccedere la quota di imposta italiana attribuibile ai predetti elementi di reddito nella proporzione in cui gli stessi concorrono alla formazione del reddito complessivo.

Nessuna deduzione sarà invece accordata ove l'elemento di reddito venga assoggettato in Italia ad imposizione mediante ritenuta a titolo di imposta su richiesta del beneficiario di detto reddito in base alla legislazione italiana.

3. *a)* Se un residente dell'Austria ritrae redditi che, in conformità delle disposizioni della presente Convenzione, sono imponibili in Italia, l'Austria dedurrà dall'imposta prelevata sui redditi di detta persona un ammontare pari all'imposta sul reddito pagata in Italia. La somma dedotta non potrà tuttavia eccedere la quota dell'imposta sul reddito, calcolata prima della deduzione, corrispondente al reddito imponibile in Italia.

b) Se un residente dell'Austria possiede cespiti patrimoniali che, in conformità delle disposizioni della presente Convenzione, sono imponibili in Italia, l'Austria esenterà da imposta detti cespiti patrimoniali ma potrà, per calcolare l'ammontare dell'imposta sul restante patrimonio di detta persona, applicare la stessa aliquota di imposta che sarebbe stata applicabile qualora detti cespiti patrimoniali non fossero stati esentati.

CAPITOLO VI

DISPOSIZIONI PARTICOLARI

ARTICOLO 24.

(Non-discriminazione).

1. I nazionali di uno Stato contraente, siano essi residenti o non di uno degli Stati contraenti, non sono assoggettati nell'altro Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettati i nazionali di detto altro Stato che si trovino nella stessa situazione.

2. L'imposizione di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente non può essere in questo altro Stato meno favorevole dell'imposizione a carico delle imprese di detto altro Stato che svolgono la medesima attività.

Tale disposizione non può essere interpretata nel senso che faccia obbligo ad uno Stato contraente di accordare ai residenti dell'altro Stato contraente le deduzioni personali, gli abbattimenti alla base e le deduzioni di imposta che esso accorda ai propri residenti in relazione al loro stato civile o ai loro carichi di famiglia.

3. Fatta salva l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 9, del paragrafo 7 dell'articolo 11 o del paragrafo 5 dell'articolo 12, gli interessi, i canoni ed altre spese pagati da una impresa di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono deducibili ai fini della determinazione degli utili imponibili di detta impresa, come se fossero stati pagati ad un residente del detto primo Stato.

Parimenti, i debiti di un'impresa di uno Stato contraente nei confronti dei residenti dell'altro Stato contraente sono deducibili, ai fini della determinazione del patrimonio imponibile di detta impresa, come se fossero stati contratti nei confronti di un residente del detto primo Stato.

4. Le imprese di uno Stato contraente, il cui capitale è, in tutto o in parte, direttamente o indirettamente, posseduto o controllato da uno o più residenti dell'altro Stato contraente, non sono assoggettate nel primo Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettate le altre imprese della stessa natura del primo Stato.

5. Ai fini del presente articolo il termine « imposizione » designa le imposte di ogni genere e denominazione.

ARTICOLO 25.

(*Procedura amichevole*).

1. Quando un residente di uno Stato contraente ritiene che le misure adottate da uno o da entrambi gli Stati contraenti comportano o comporteranno per lui un'imposizione non conforme alle disposizioni della presente Convenzione, egli può, indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale di detti Stati, sottoporre il caso all'autorità competente dello Stato contraente di cui è residente. Il caso dovrà essere sottoposto entro i tre anni che seguono la prima notificazione della misura che comporta un'imposizione non conforme alla Convenzione.

2. L'autorità competente, se il ricorso le appare fondato e se essa non è in grado di giungere ad una soddisfacente soluzione, farà del suo meglio per regolare il caso per via di amichevole composizione con l'autorità competente dell'altro Stato contraente, al fine di evitare una tassazione non conforme alla Convenzione.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti faranno del loro meglio per risolvere per via di amichevole composizione le difficoltà o i dubbi inerenti all'interpretazione o all'applicazione della Convenzione.

4. Le autorità competenti degli Stati contraenti potranno comunicare direttamente tra loro al fine di pervenire ad un accordo nel senso indicato nei paragrafi precedenti. Qualora venga ritenuto che degli scambi verbali di opinioni possano facilitare il raggiungimento di tale accordo, essi potranno aver luogo in seno ad una Commissione formata da rappresentanti delle autorità competenti degli Stati contraenti.

ARTICOLO 26.

(*Scambio di informazioni*).

1. Le autorità competenti degli Stati contraenti si scambieranno le informazioni necessarie per applicare le disposizioni della presente Convenzione o quelle delle leggi interne degli Stati contraenti relative alle imposte previste dalla Convenzione, nella misura in cui la tassazione che tali leggi prevedono non è contraria alla Convenzione, nonché per evitare le evasioni fiscali. Lo scambio di informazioni non viene limitato dall'articolo 1. Le informazioni ricevute da uno Stato contraente saranno tenute segrete, analogamente alle informazioni ottenute in base alla legislazione interna di detto Stato e saranno comunicate soltanto alle persone od autorità (ivi compresi l'autorità giudiziaria e gli organi amministrativi) incaricate dell'accertamento o della riscossione delle imposte previste dalla presente Convenzione, delle procedure o dei procedimenti concernenti tali imposte, o delle decisioni di ricorsi pre-

sentati per tali imposte. Le persone od autorità sopracitate utilizzeranno tali informazioni soltanto per questi fini. Le predette persone od autorità potranno servirsi di queste informazioni nel corso di udienze pubbliche o nei giudizi.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non possono in nessun caso essere interpretate nel senso di imporre ad uno degli Stati contraenti l'obbligo:

a) di adottare provvedimenti amministrativi in deroga alla propria legislazione e alla propria prassi amministrativa o/a quelle dell'altro Stato contraente;

b) di fornire informazioni che non potrebbero essere ottenute in base alla propria legislazione o nel quadro della propria normale prassi amministrativa o di quelle dell'altro Stato contraente;

c) di trasmettere informazioni che potrebbero rivelare un segreto commerciale, industriale, professionale o un processo commerciale oppure informazioni la cui comunicazione sarebbe contraria all'ordine pubblico.

ARTICOLO 27.

(*Funzionari diplomatici e consolari*).

Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano i privilegi fiscali di cui beneficiano i funzionari diplomatici e consolari in virtù delle regole generali del diritto internazionale o di accordi particolari.

ARTICOLO 28.

(*Rimborsi*).

1. Le imposte riscosse in uno dei due Stati contraenti mediante ritenuta alla fonte sono rimborsate a richiesta del contribuente qualora il diritto alla percezione di dette imposte sia limitato dalle disposizioni della presente Convenzione.

2. Le istanze di rimborso, da prodursi in osservanza dei termini stabiliti dalla legislazione dello Stato contraente tenuto ad effettuare il rimborso stesso, devono essere corredate di un attestato ufficiale dello Stato contraente di cui il contribuente è residente certificante che sussistono le condizioni richieste per avere diritto all'applicazione dei benefici previsti dalla presente Convenzione.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti stabiliranno di comune accordo, in conformità delle disposizioni dell'articolo 25 della presente Convenzione, le modalità di applicazione del presente articolo.

4. Le associazioni di persone, costituite ai sensi della legislazione di uno Stato contraente ed ivi aventi la loro sede, possono chiedere all'altro Stato di beneficiare delle riduzioni di imposta previste dagli articoli 10, 11 e 12 della presente Convenzione, a condizione che almeno tre quarti degli utili dell'associazione siano attribuiti a persone residenti del detto primo Stato.

Ai fini del presente paragrafo, il termine « associazioni di persone » designa:

a) per quanto concerne l'Italia:

la società semplice, la società in nome collettivo, la società in accomandita semplice ed ogni altra associazione di persone assoggettata al medesimo regime fiscale dalla legislazione italiana;

b) per quanto concerne l'Austria:

l'« offene Handelsgesellschaft », la « Kommanditgesellschaft » e la « Gesellschaft nach burgerlichem Recht » od ogni altra associazione di persone assoggettata al medesimo regime fiscale dalla legislazione austriaca.

CAPITOLO VII

DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 29.

(*Entrata in vigore*).

1. La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati a Roma non appena possibile.
2. La presente Convenzione entrerà in vigore 60 giorni dopo lo scambio degli strumenti di ratifica e le sue disposizioni avranno effetto:

a) in Italia:

con riferimento ai redditi imponibili per i periodi d'imposta che iniziano il, o successivamente al, 1° gennaio 1974;

b) in Austria:

alle imposte prelevate per i periodi d'imposta che iniziano il, o successivamente al, 1° gennaio 1974.

3. Le domande di rimborso o di accreditamenti d'imposta cui dà diritto la presente Convenzione con riferimento ad ogni imposta dovuta dai residenti di uno degli Stati contraenti relativa ai periodi d'imposta che iniziano il, o successivamente al, 1° gennaio 1974 e fino all'entrata in vigore della presente Convenzione, possono essere presentate entro due anni dall'entrata in vigore della Convenzione stessa o, se più favorevole, dalla data in cui è stata prelevata l'imposta.

ARTICOLO 30.

(*Denuncia*).

La presente Convenzione avrà durata indefinita, ma ciascuno Stato contraente potrà notificarne la cessazione all'altro Stato contraente, per iscritto, per via diplomatica, entro il 30 giugno di ciascun anno solare che inizia successivamente allo scadere di un periodo di cinque anni dalla data della sua entrata in vigore.

In tal caso, la Convenzione cesserà di avere effetto:

a) in Italia

con riferimento ai redditi imponibili per i periodi d'imposta che iniziano il, o successivamente al, 1° gennaio dell'anno solare successivo a quello della denuncia;

b) in Austria

alle imposte prelevate per i periodi d'imposta che iniziano il, o successivamente al, 1° gennaio dell'anno solare successivo a quello della denuncia.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a farlo, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Vienna il 29 giugno 1981 in duplice esemplare in lingua italiana e tedesca, entrambi i testi aventi eguale valore.

Per la Repubblica italiana	*Per la Repubblica austriaca*
FAUSTO BACCHETTI	BAUER

PROTOCOLLO AGGIUNTIVO alla Convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica austriaca per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio.

All'atto della firma della Convenzione conclusa in data odierna tra la Repubblica italiana e la Repubblica austriaca per evitare le doppie imposizioni e per prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio, i sottoscritti hanno concordato le seguenti disposizioni supplementari che formano parte integrante della Convenzione.

Resta inteso:

a) che, con riferimento alle disposizioni dell'articolo 2, se un'imposta sul patrimonio dovesse in avvenire essere istituita in Italia, la Convenzione si applicherà anche a tale imposta;

b) che l'imposta austriaca sul patrimonio prelevata in conformità alla Convenzione sarà portata in deduzione dall'imposta sul patrimonio, eventualmente istituita in Italia, con le modalità stabilite al paragrafo 2 dell'articolo 23;

c) che, con riferimento al paragrafo 1, dell'articolo 25, l'espressione « indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale » significa che l'attivazione della procedura amichevole non è in alternativa con la procedura contenziosa nazionale che va in ogni caso preventivamente instaurata, se legalmente possibile, laddove la controversia concerne una imposizione non conforme alla presente Convenzione;

d) che la disposizione di cui al paragrafo 3 dell'articolo 28 non impedisce alle autorità competenti degli Stati contraenti di stabilire, di comune accordo, procedure diverse per l'applicazione delle riduzioni d'imposta previste dalla presente Convenzione;

e) che, nonostante le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 29, le disposizioni dell'articolo 8 e quelle del paragrafo 3 dell'articolo 22 saranno applicabili con riferimento, rispettivamente, ai redditi realizzati ed al patrimonio mobiliare posseduto dalle imprese di navigazione marittima ed aerea di ciascuno degli Stati contraenti nei periodi di imposta che iniziano il, o successivamente al, 1° gennaio 1964.

FATTO a Vienna il 29 giugno 1981 in duplice esemplare in lingua italiana e tedesca, entrambi i testi facenti ugualmente fede.

Per la Repubblica italiana	*Per la Repubblica austriaca*
FAUSTO BACCHETTI	BAUER

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LEGGE 24 ottobre 1984, n. 763.

Ratifica ed esecuzione dei protocolli del 1983 relativi ad una ulteriore proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 e della convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, aperti alla firma a Washington dal 4 aprile al 10 maggio 1983.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i protocolli del 1983 relativi ad una ulteriore proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 e della convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, aperti alla firma a Washington dal 4 aprile al 10 maggio 1983.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data ai protocolli di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, all'articolo 9 e all'articolo IX dei protocolli stessi.

Art. 3.

In attuazione del programma di aiuto alimentare della Comunità economica europea a favore dei Paesi in via di sviluppo, l'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (AIMA) è incaricata di provvedere, secondo le norme emanate o che saranno emanate dalla stessa Comunità, alla fornitura a tali Paesi della quota di partecipazione italiana.

Art.4.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 22.000 milioni in ragione di anno, si provvede con le disponibilità del capitolo 4532 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1984 e dei corrispondenti capitoli per gli anni finanziari successivi, a valere sulle assegnazioni per l'aiuto pubblico a favore dei Paesi in via di sviluppo, di cui alla legge 3 gennaio 1981, n. 7.

Art. 5.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 ottobre 1984

PERTINI

CRAXI — ANDREOTTI — GORIA — CAPRIA — PANDOLFI

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

PROTOCOLES DE 1983 PORTANT NOUVELLE PROROGATION DE LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLÉ DE 1971 ET DE LA CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1980 CONSTITUANT L'ACCORD INTERNATIONAL SUR LE BLÉ DE 1971

PREAMBULE

La Conférence chargée d'établir les textes des Protocoles de 1983 portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 constituant l'Accord international sur le blé de 1971,

Considérant que l'Accord international sur le blé a été révisé, renouvelé ou prorogé à plusieurs reprises depuis 1949,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1971, composé de deux instruments juridiques distincts – la Convention sur le commerce du blé de 1971, d'une part, et la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980, d'autre part, qui ont été toutes deux prorogées par Protocole en 1981 – prend fin le 30 juin 1983,

A établi les textes des Protocoles de 1983 portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980.

PROTOCOLE DE 1983 PORTANT NOUVELLE PROROGATION DE LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLÉ DE 1971

Les gouvernements parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention sur le commerce du blé de 1971 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971, qui a été prorogée à nouveau par Protocole en 1981, vient à expiration le 30 juin 1983,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

(Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention).

Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties au présent Protocole jusq'au 30 juin 1986, étant entendu toutefois que, si un nouvel accord international en matière de blé entre en vigueur avant le 30 juin 1986, ledit Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE 2.

(Dispositions de la Convention rendues inopérantes).

Les dispositions suivantes de la Convention seront considérées comme inopérantes à compter du 1^er^ juillet 1983:

a) le paragraphe 4 de l'article 19;

b) les articles 22 à 26 inclus;

c) le paragraphe 1 de l'article 27;

d) les articles 29 à 31 inclus.

ARTICLE 3.

(Définition).

Toute mention, dans le présent Protocole, du « gouvernement » ou des « gouvernements » est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (ci-après dénommée « la Communauté »). En conséquence, toute mention, dans le présent Protocole, de « la signature » ou du « dépot des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation » ou d'un « instrument d'adhésion » ou d'une « déclaration d'application à titre provisoire » par un gouvernement est, dans le cas de la Communauté, réputée valoir aussi pour la signature ou pour la déclaration d'application à titre provisoire au nom de la Communauté par son autorité compétente ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la Communauté pour la conclusion d'un accord international.

ARTICLE 4.

(Dispositions financières).

La cotisation initiale de tout membre exportateur ou de tout membre importateur qui adhère au présent Protocole conformément aux dispositions de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 7 dudit Protocole est fixée par le Conseil en fonction du nombre de voix qui lui seront attribuées et de la période restant à courir dans l'année agricole, toutefois, les cotisations fixées pour les autres membres exportateurs et pour les autres membres importateurs au titre de l'année agricole en cours ne sont pas modifiées.

ARTICLE 5.

(Signature).

Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 4 avril 1983 au 10 mai 1983 inclus, à la signature des gouvernements des pays parties à la Convention prorogée à nouveau par le Protocole de 1981,

ou provisoirement considérés comme étant parties a celle-ci, au 1er décembre 1982, ou qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique et sont énumérés dans l'annexe A ou dans l'annexe B de la Convention.

ARTICLE 6.

(Ratification, acceptation ou approbation).

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de chacun des gouvernements signataires conformément à ses procédures constitutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés aupres du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 30 juin 1983, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à cette date.

ARTICLE 7.

(Adhésion).

1. Le présent Protocole sera ouvert:

a) jusqu'au 30 juin 1983, à l'adhésion du gouvernement de tout membre énuméré à cette date dans les annexes A ou B de la Convention, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement n'ayant pas déposé son instrument à la date en question, et

b) après le 30 juin 1983, à l'adhésion du gouvernement de tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux conditions que le Conseil jugera appropriées à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres exportateurs et des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres importateurs.

2. L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

3. Lorsqu'il est fait mention, aux fins de l'application de la Convention et du présent Protocole, des membres énumérés dans les annexes A ou B de la Convention, tout membre dont le gouvernement a adhéré à la Convention dans les conditions prescrites par le Conseil ou au présent Protocole conformément à l'alinéa *b)* du paragraphe 1 du présent article sera réputé énuméré dans l'annexe appropriée.

ARTICLE 8.

(Application à titre provisoire).

Tout gouvernement signataire peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application à titre provisoire du présent Protocole. Tout autre gouvernement remplissant les conditions necessaires pour signer le présent Protocole ou dont la demande d'adhésion est approuvée par le Conseil peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application à titre provisoire. Tout gouvernement déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et il est considéré provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE 9.

(Entrée en vigueur).

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le 1er juillet 1983 si, au 30 juin 1983, des gouvernements représentant les membres exportateurs qui détiennent au moins 60 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe A et représentant les membres importateurs qui détiennent au moins 50 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe B, ou qui auraient détenu ces pourcentages de voix respectifs le 30 juin 1983 s'ils avaient été parties à la Convention à cette date, ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, conformément aux articles 6, 7 et 8 du présent Protocole.

2. Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire.

ARTICLE 10.

(Notification par le gouvernement dépositaire).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de gouvernement dépositaire, notifiera à tous les gouvernements signataires et adhérents toute signature, ratification, acceptation, approbation, application à titre provisoire du présent Protocole et toute adhésion, ainsi que toute notification et tout préavis reçus conformément aux dispositions de l'article 27 de la Convention et toute déclaration et notification reçues conformément aux dispositions de l'article 28 de la Convention.

ARTICLE 11.

(Copie certifiée conforme du Protocole).

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur du présent Protocole, le gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 12.

(Rapport entre le Préambule et le Protocole).

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles de 1983 portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 constituant l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les textes originaux seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chaque partie signataire et adhérente ainsi qu'au Secrétaire exécutif du Conseil.

PROTOCOLE DE 1983 PORTANT NOUVELLE PROROGATION DE LA CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1980

Les parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971, qui a été prorogée par Protocole en 1981, vient à expiration le 30 juin 1983,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I.

(Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention).

Sous réserve des dispositions de l'article II du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties audit Protoco-

le jusqu'au 30 juin 1986, étant entendu toutefois que, si un nouvel accord en matière d'aide alimentaire entre en vigueur avant le 30 juin 1986, le présent Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE II.

(Dispositions de la Convention rendues inopérantes).

Les dispositions suivantes de la Convention seront considérées comme inoperantes à compter du ler juillet 1983:

a) article XII;

b) article XVII;

c) paragraphe 1 de l'article XVIII.

ARTICLE III.

(Aide alimentaire internationale).

Aux fins de l'application de la Convention telle qu'elle a été prorogée par le présent Protocole, tout membre qui aura adhéré audit Protocole conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article VIII de ce Protocole sera réputé figurer au paragraphe 3 de l'article III de la Convention, avec la contribution minimale qui lui aura été attribuée conformément aux dispositions pertinentes de l'article VIII du présent Protocole.

ARTICLE IV.

(Signature).

Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 4 avril 1983 au 10 mai 1983 inclus, à la signature des gouvernements visés au paragraphe 3 de l'article III de la Convention.

ARTICLE V.

(Dépositaire).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est le dépositaire du présent Protocole.

ARTICLE VI.

(Ratification, acceptation ou approbation).

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de chaque gouvernement signataire conformé-

ment à ses procédures constitutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du dépositaire au plus tard le 30 juin 1983, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire établi en vertu de la Convention (dénommé ci-après « le Comité ») peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation a cette date.

ARTICLE VII.

(Application à titre provisoire).

Tout gouvernement signataire peut déposer auprès du dépositaire une déclaration d'application à titre provisoire du présent Protocole. Il applique le présent Protocole à titre provisoire et est réputé provisoirement y être partie.

ARTICLE VIII.

(Adhésion).

1. Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de tout gouvernement visé au paragraphe 3 de l'article III de la Convention qui n'a pas signé le présent Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire au plus tard le 30 juin 1983, étant entendu que le Comité pourra accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement qui n'aura pas déposé son instrument d'adhésion à cette date.

2. Lorsque le présent Protocole sera entré en vigueur conformément aux dispositions de l'article IX du présent Protocole, il sera ouvert à l'adhésion de tout gouvernement autre que ceux qui sont visés au paragraphe 3 de l'article III de la Convention, aux conditions que le Comité jugera appropriées. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

3. Tout gouvernement adhérant au présent Protocole en vertu du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 du présent article peut déposer aupres du dépositaire une déclaration d'application à titre provisoire du present Protocole en attendant le dépôt de son instrument d'adhésion. Il applique le présent Protocole à titre provisoire et est réputé provisoirement y être partie.

ARTICLE IX.

(Entrée en vigueur).

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le 1er juillet 1983, si, au 30 juin 1983, les gouvernements visés au paragraphe 3 de l'article III de la Convention ont déposé des instruments de ratification,

d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, et sous réserve que le Protocole de 1983 portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, soit en vigueur.

2. Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, pourront décider unanimement qu'il entrera en vigueur entre eux-mêmes, sous réserve que le Protocole de 1983 portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, soit en vigueur, ou bien pourront prendre toute autre décision que la situation leur paraîtra exiger.

ARTICLE X.

(Durée).

Le présent Protocole restera en vigueur jusqu au 30 juin 1986 inclus, sous réserve que le Protocole de 1983 portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplacant, reste en vigueur jusqu'à cette date incluse.

ARTICLE XI.

(Textes faisant foi).

Le textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font tous également foi. Les originaux seront déposés dans les archives du dépositaire, qui en adressera des copies certifiées conformes à tous les gouvernements signataires et adhérents.

ARTICLE XII.

(Rapport entre le Préambule et le Protocole).

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles de 1983 portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 constituant l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements ou autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date qui figure en regard de leur signature.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nei protocolli.*

PROTOCOLLI DEL 1983 RECANTI NUOVA PROROGA DELLA CONVENZIONE SUL COMMERCIO DEL GRANO DEL 1971 E DELLA CONVENZIONE RELATIVA ALL'AIUTO ALIMENTARE DEL 1980, CHE COSTITUISCONO L'ACCORDO INTERNAZIONALE SUL GRANO DEL 1971.

PREAMBOLO

La conferenza riunitasi per stabilire i testi dei protocolli del 1983 recanti nuova proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 e della convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, che costituiscono l'accordo internazionale sul grano del 1971,

considerando che l'accordo internazionale sul grano è stato riveduto, rinnovato o prorogato a più riprese dal 1949,

considerando che l'accordo internazionale sul grano del 1971, costituito da due strumenti giuridici distinti – la convenzione sul commercio del grano del 1971 e la convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, nuovamente prorogate mediante protocollo del 1981 – giunge a scadenza il 30 giugno 1983,

ha concordato il testo dei protocolli del 1983 recanti nuova proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 e della convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980.

PROTOCOLLO DEL 1983 RECANTE NUOVA PROROGA DELLA CONVENZIONE SUL COMMERCIO DEL GRANO DEL 1971

I governi parti contraenti del presente protocollo,

considerando che la convenzione sul commercio del grano del 1971 (in appresso denominata « convenzione ») facente parte dell'accordo internazionale sul grano del 1971, che è stata prorogata nuovamente mediante protocollo nel 1981, giunge a scadenza il 30 giugno 1983,

hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

(Proroga, scadenza e denuncia della convenzione).

Fatte salve le disposizioni dell'articolo 2 del presente protocollo, la convenzione rimarrà in vigore tra le parti contraenti del medesi-

mo fino al 30 giugno 1986, restando tuttavia inteso che, qualora un nuovo accordo internazionale sul grano entri in vigore anteriormente al 30 giugno 1986, il protocollo in causa rimarrà in vigore soltanto fino alla data di entrata in vigore del nuovo accordo.

ARTICOLO 2.

(Disposizioni della convenzione inoperanti).

Le seguenti disposizioni della convenzione sono considerate inoperanti a decorrere dal 1° luglio 1983:

a) paragrafo 4 dell'articolo 19,

b) articoli da 22 a 26 incluso,

c) paragrafo 1 dell'articolo 27,

d) articoli da 29 a 31 incluso.

ARTICOLO 3.

(Definizione).

Qualsiasi menzione, nel presente protocollo, di un « governo » o di « governi » vale anche per la Comunità economica europea (in appresso denominata « la Comunità »). Pertanto, qualsiasi menzione nel presente protocollo della « firma » o del « deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione » o di uno « strumento di adesione » o di una « dichiarazione di applicazione provvisoria » da parte di un governo vale, nel caso della Comunità, anche per la firma o per la dichiarazione di applicazione provvisoria a nome della Comunità da parte della sua autorità competente, nonché per il deposito dello strumento richiesto dalla procedura istituzionale della Comunità per la conclusione di un accordo internazionale.

ARTICOLO 4.

(Disposizioni finanziarie).

La quota iniziale di ogni membro esportatore o di ogni membro importatore che aderisce al presente protocollo conformemente alle disposizioni dell'articolo 7, paragrafo 1, lettera *b)*, del medesimo viene fissata dal Consiglio in funzione del numero dei voti che gli saranno attribuiti e del periodo restante della campagna agricola in corso; tuttavia, le quote fissate per gli altri membri esportatori e per gli altri membri importatori per la campagna agricola in corso non sono modificate.

ARTICOLO 5.

(Firma).

Il presente protocollo sarà aperto, a Washington, dal 4 aprile 1983 al 10 maggio 1983 incluso, alla firma dei governi dei paesi che sono parti contraenti della convenzione prorogata nuovamente dal protocollo del 1981 e che sono provvisoriamente considerati parti contraenti di quest'ultima alla data del 1° dicembre 1982, o che sono membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica e che figurano nell'allegato A o nell'allegato B della convenzione.

ARTICOLO 6.

(Ratifica, accettazione o approvazione).

Il presente protocollo è sottoposto alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione di ogni governo firmatario, conformemente alle sue proprie procedure costituzionali. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il governo degli Stati Uniti d'America entro il 30 giugno 1983, restando tuttavia inteso che il Consiglio può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo firmatario che non abbia depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione entro tale data.

ARTICOLO 7.

(Adesione).

1. Il presente protocollo sarà aperto:

a) fino al 30 giugno 1983 all'adesione del governo di ogni membro elencato a tale data negli allegati A o B della convenzione, restando tuttavia inteso che il Consiglio può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo che non abbia depositato il proprio strumento di adesione entro tale data;

b) dopo il 30 giugno 1983 all'adesione del governo di ogni membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica, alle condizioni che il Consiglio riterrà opportune, a maggioranza dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri esportatori e dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri importatori.

2. L'adesione avviene mediante deposito di uno strumento di adesione presso il governo degli Stati Uniti d'America.

3. Quando viene fatta menzione, ai fini dell'applicazione della convenzione e del presente protocollo, dei membri elencati negli allegati A o B della convenzione, ogni membro il cui governo abbia aderito alla convenzione alle condizioni prescritte dal Consiglio

ovvero al presente protocollo conformemente al paragrafo 1, lettera *b)*, del presente articolo sarà ritenuto indicato nell'allegato relativo.

ARTICOLO 8.

(Applicazione provvisoria).

Ogni governo firmatario può depositare presso il governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente protocollo. Anche ogni altro governo che soddisfi alle condizioni necessarie per la firma del presente protocollo o la cui richiesta di adesione sia stata approvata dal Consiglio può depositare, presso il governo degli Stati Uniti d'America, una dichiarazione di applicazione provvisoria. Ogni governo che depositi tale dichiarazione applica il presente protocollo in via provvisoria ed è ritenuto provvisoriamente parte contraente dello stesso.

ARTICOLO 9.

(Entrata in vigore).

1. Il presente protocollo entrerà in vigore il 1° luglio 1983 se, entro il 30 giugno 1983, dei governi rappresentanti i membri esportatori che detengono almeno il 60 per cento dei voti di cui all'allegato A e rappresentanti i membri importatori che detengono almeno il 50 per cento dei voti di cui all'allegato B o che avrebbero detenuto tali percentuali rispettive di voti il 30 giugno 1983 se fossero stati parti contraenti della convenzione a tale data avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o dichiarazioni di applicazione provvisoria in conformità degli articoli 6, 7 e 8 del presente protocollo.

2. Se il presente protocollo non entra in vigore conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, i governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o dichiarazione di applicazione provvisoria potranno decidere di comune accordo che esso entrerà in vigore tra i governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o dichiarazioni di applicazione provvisoria.

ARTICOLO 10.

(Notifiche da parte del governo depositario).

Il governo degli Stati Uniti d'America, in qualità di governo depositario, notificherà a tutti i governi firmatari ed aderenti ogni firma, ratifica, accettazione, approvazione, applicazione provvisoria del presente protocollo ed ogni adesione, nonché ogni notifica e

preavviso ricevuti in conformità dell'articolo 27 della convenzione, ed ogni dichiarazione e notifica ricevute in conformità dell'articolo 28 della convenzione.

ARTICOLO 11.

(Copia certificata conforme del protocollo).

Al più presto dopo l'entrata in vigore del presente protocollo, il governo depositario invierà una copia certificata conforme di detto protocollo, nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa, al segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per la registrazione in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Ogni emendamento del presente protocollo sara parimenti comunicato al segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 12.

(Rapporti tra il preambolo e il protocollo).

Il presente protocollo comprende il preambolo dei protocolli del 1983 recanti nuova proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 e della convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, che costituiscono l'accordo internazionale sul grano del 1971.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi governi o dalle rispettive autorità, hanno firmato il presente protocollo alla data figurante a fronte della loro firma.

I testi del presente protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. Gli originali saranno depositati presso il governo degli Stati Uniti d'America, che ne invierà copie certificate conformi a tutte le parti firmatarie ed aderenti, nonché al segretario esecutivo del Consiglio.

PROTOCOLLO DEL 1983 RECANTE NUOVA PROROGA DELLA CONVENZIONE RELATIVA ALL'AIUTO ALIMENTARE DEL 1980.

Le parti contraenti del presente protocollo,

considerando che la convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, in appresso denominata « la convenzione », facente parte dell'accordo internazionale sul grano del 1971, che è stato prorogato mediante protocollo del 1981, giunge a scadenza il 30 giugno 1983,

hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

(Proroga, scadenza e denuncia della convenzione).

Fatte salve le disposizioni dell'articolo II del presente protocollo, la convenzione rimarrà in vigore tra le parti contraenti del medesimo fino al 30 giugno 1986, restando tuttavia inteso che, qualora un nuovo accordo in materia di aiuto alimentare entri in vigore anteriormente al 30 giugno 1986, il presente protocollo rimarrà in vigore soltanto fino alla data di entrata in vigore del nuovo accordo.

ARTICOLO II.

(Disposizioni della convenzione inoperanti).

Le seguenti disposizioni della convenzione sono considerate inoperanti a decorrere dal 1° luglio 1983:

a) articolo XII,

b) articolo XVII,

c) paragrafo 1 dell'articolo XVIII.

ARTICOLO III.

(Aiuto alimentare internazionale).

Ai fini dell'applicazione della convenzione qual è stata prorogata dal presente protocollo, ogni membro che avrà aderito al medesimo conformemente al suo articolo VIII sarà considerato come indicato nell'articolo III, paragrafo 3 della convenzione, con il contributo minimo che gli sarà stato assegnato conformemente alle disposizioni pertinenti dell'articolo VIII del presente protocollo.

ARTICOLO IV.

(Firma).

Il presente protocollo sarà aperto a Washington, dal 4 aprile 1983 al 10 maggio 1983 incluso, alla firma dei governi di cui all'articolo III, paragrafo 3, della convenzione.

ARTICOLO V.

(Depositario).

Il governo degli Stati Uniti d'America è il depositario del presente protocollo.

ARTICOLO VI.

(Ratifica, accettazione o approvazione).

Il presente protocollo è sottoposto alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione di ogni governo firmatario, conformemente alle sue proprie procedure costituzionali. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il depositario entro il 30 giugno 1983, restando tuttavia inteso che il comitato dell'aiuto alimentare istituito a norma della convenzione (in appresso denominato « comitato ») può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo firmatario che non abbia depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione entro tale data.

ARTICOLO VII.

(Applicazione provvisoria).

Ogni governo firmatario può depositare presso il depositario una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente protocollo. Esso applica tale protocollo in via provvisoria ed è ritenuto provvisoriamente parte contraente dello stesso.

ARTICOLO VIII.

(Adesione).

1. Il presente protocollo è aperto all'adesione di ogni governo di cui all'articolo III, paragrafo 3, della convenzione che non abbia firmato detto protocollo. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il depositario entro il 30 giugno 1983, restando tuttavia inteso che il comitato può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo che non abbia depositato il proprio strumento di adesione entro tale data.

2. Quando il presente protocollo sarà entrato in vigore conformemente al disposto del suo articolo IX, esso sarà aperto all'adesione di ogni governo diverso da quelli di cui all'articolo III, paragrafo 3, della convenzione, alle condizioni che il comitato riterrà opportune. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il depositario.

3. Ogni governo aderente al presente protocollo a norma del paragrafo 1 o del paragrafo 2 del presente articolo può depositare presso il depositario una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente protocollo, in attesa del deposito del suo strumento di adesione. Esso applica il presente protocollo in via provvisoria ed è ritenuto provvisoriamente parte contraente dello stesso.

ARTICOLO IX.

(Entrata in vigore).

1. Il presente protocollo entrerà in vigore il 1° luglio 1983 se, entro il 30 giugno 1983, i governi di cui all'articolo III, paragrafo 3, della convenzione avranno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o le dichiarazioni di applicazione provvisoria, sempreché sia in vigore il protocollo del 1983 recante nuova proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 o una nuova convenzione sul commercio del grano che la sostituisca.

2. Se il presente protocollo non entra in vigore conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, i governi che avranno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o le dichiarazioni di applicazione provvisoria potranno decidere all'unanimità che esso entrerà in vigore tra di loro, sempreché sia in vigore il protocollo del 1983 recante nuova proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 o una nuova convenzione sul commercio del grano che la sostituisca, ovvero potranno adottare qualsiasi altra misura che a loro parere la situazione richieda.

ARTICOLO X.

(Durata).

Il presente protocollo resterà in vigore fino al 30 giugno 1986 incluso, sempreché resti in vigore fino a tale data inclusa il protocollo del 1983, recante nuova proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 o una nuova convenzione sul commercio del grano che la sostituisca.

ARTICOLO XI.

(Testi facenti fede).

I testi del presente protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. Gli originali saranno depositati negli archivi del depositario, che ne invierà copie certificate conformi a tutti i governi firmatari ed aderenti.

ARTICOLO XII.

(Rapporti tra il preambolo e il protocollo).

Il presente protocollo comprende il preambolo dei protocolli del 1983 recanti nuova proroga della convenzione internazionale sul commercio del grano del 1971 e della convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, che costituiscono l'accordo internazionale sul grano del 1971.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi governi o dalle rispettive autorità, hanno firmato il presente protocollo alla data figurante a fronte della loro firma.

ERNESTO LUPO, *direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

(5651153/11) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

c. m. 411200843110)

L. 2.500